

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

! Attention ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés dans cet état.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être **en annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

N° 038-2019-06-21-044 du 21 juin 2019 mis à jour le

Adresse de l'immeuble

Code postal ou Insee

Commune

PLACE BASCH

38090

VILLEFONTAINE

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels (PPRN)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N ¹ oui non
- prescrit** **anticipé** **approuvé** date
- ¹ si **oui**, les risques naturels pris en compte sont liés à :
- | | | | |
|--|--|--|--|
| inondations <input type="checkbox"/> | crue torrentielle <input type="checkbox"/> | mouvements de terrain <input type="checkbox"/> | avalanches <input type="checkbox"/> |
| Sécheresse géotechnique <input type="checkbox"/> | cyclone <input type="checkbox"/> | remontée de nappe <input type="checkbox"/> | feux de forêt <input type="checkbox"/> |
| séisme <input type="checkbox"/> | volcan <input type="checkbox"/> | autres <input type="text"/> | |
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ² oui non
- ² si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés oui non
- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un AUTRE PPR N ¹ oui non
- prescrit** **anticipé** **approuvé** date
- ¹ si **oui**, les risques naturels pris en compte sont liés à :
- | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|
| Inondations <input type="checkbox"/> | autres <input type="text"/> |
|--------------------------------------|-----------------------------|
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ² oui non
- ² si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M ³ oui non
- prescrit** **anticipé** **approuvé** date
- ³ si **oui**, les risques naturels pris en compte sont :
- | | |
|---|-----------------------------|
| mouvement de terrain <input type="checkbox"/> | autres <input type="text"/> |
|---|-----------------------------|
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM ⁴ oui non
- ⁴ si **oui**, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR T **prescrit** et **non encore approuvé** ⁵ oui non
- ⁵ si oui les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :
- | | | |
|--|---|--|
| Effet thermique <input type="checkbox"/> | Effet de surpression <input type="checkbox"/> | Effet toxique <input type="checkbox"/> |
|--|---|--|
- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T **approuvé** oui non
- > L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement oui non
- > L'immeuble est situé en zone de prescription ⁶ oui non
- ⁶ si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui non
- ⁶ si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de vente ou au contrat de location oui non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

> L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en zone 1 zone 2 zone 3 zone 4 zone 5
Très faible Faible Modérée Moyenne Forte

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

> L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon de niveau 3 oui non

Information relative à la pollution des sols

> Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS) oui non

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

*catastrophe naturelle, minière ou technologique

> L'information est mentionnée dans l'acte de vente oui non

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Localisation de l'immeuble à partir du service de consultation du plan cadastral : www.cadastre.gouv.fr

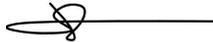
Extrait cartographique de chaque aléa prescrit ou approuvé : Document(s) téléchargé(s) à partir du site de la Préfecture

En cas de litige, seules les cartographies en version papier disponibles en mairie font foi.

Nota : chacune des parties peuvent consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs.

vendeur / bailleur

SCI URBANIA



date / lieu

01/06/2022 / TOULOUSE

acquéreur / locataire

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols,
pour en savoir plus... consultez le site Internet :
www.georisques.gouv.fr

Qui, quand et comment remplir l'état des risques et pollutions ?

Quelles sont les personnes concernées ?

• Au terme des articles L. 125-5, L125-6 et L125-7 et R 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et pollutions auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, pollutions et sols, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Quand faut-il établir un état des risques, pollutions et sols ?

• L'état des risques, pollutions et sols est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

• Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement ;
5. dans un secteur d'information sur les sols.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
 - la liste des terrains présentant une pollution ;
 - la liste des risques à prendre en compte ;
 - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
 1. la note de présentation du ou des plans de prévention ainsi que des secteurs concernés, excepté pour les plans de prévention des risques technologiques ;
 2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les secteurs d'information sur les sols, les zones exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
 3. le règlement des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
 4. le zonage réglementaire de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 définis par décret.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché réglementairement en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
 - lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques naturels, miniers ou technologiques ou de modifications relatives à la sismicité et/ou lors de la révision annuelle des secteurs d'information sur les sols ;
 - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
 - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, des secteurs d'information sur les sols, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

Qui établit l'état des risques, pollutions et sols ?

- L'état des risques, pollutions et sols est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des co-locataires.

Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des risques, pollutions et sols mentionne la sismicité, le zonage réglementaire à potentiel Radon, l'inscription dans un secteur d'information sur les sols et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne si l'information relative à l'indemnisation post catastrophes et/ou celles spécifiques aux biens en dehors des logements, est mentionnée dans le contrat de vente ou de location.
- Il mentionne aussi la réalisation ou non des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard des secteurs d'information des sols et des zonages réglementaires vis-à-vis des risques.
- Pour les biens autres que les logements concernés par un plan de prévention des risques technologiques, il est accompagné, en application de l'article R.125-26 et lorsque celle-ci a été reçue par le vendeur ou le bailleur, de l'information sur le type de risques auxquels le bien est soumis, ainsi que la gravité, la probabilité et la cinétique de ces risques.

Comment remplir l'état des risques, pollutions et sols ?

• Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence et d'autre part, le compléter des cartographies et des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés, prescription et réalisation de travaux.

Faut-il conserver une copie de l'état des risques, pollutions et sols ?

• Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des servitudes risques et d'information sur les sols, daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail.

Information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols, pour en savoir plus... consultez le site Internet : www.georisques.gouv.fr

Attestation zone d'exposition des formations Argileuses

- en application Art. 68 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, Sous-section 2 « Prévention des risques de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols »
- en application du Décret n° 2019-495 du 22 mai 2019 relatif à la prévention des risques de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux

Adresse du Bien Immobilier:
PLACE BASCH
38090 VILLEFONTAINE

Nous soussigné, SCI URBANIA
sis 18 Boulevard Lazare Carnot, BP 28538, 31685 TOULOUSE CEDEX 6

Attestons que le bien immobilier

Ne se situe pas ⁽¹⁾
 ~~se situe~~ ⁽¹⁾

dans une zone réglementée d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, identifiée comme **moyenne ou forte**.

(1) cochez la case correspond au cas et rayer la mention inutile.

L'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel identifie quatre catégories de zones déterminées à partir des critères énoncés ci-dessus :

- les zones d'exposition forte correspondent à des formations essentiellement argileuses, épaisses et continues, où les minéraux argileux gonflants sont largement majoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau très sensible au phénomène ;
- les zones d'exposition moyenne correspondent à des formations argileuses minces ou discontinues, présentant un terme argileux non prédominant, où les minéraux argileux gonflants sont en proportion équilibrée et dont le comportement géotechnique indique un matériau moyennement sensible au phénomène ;
- les zones d'exposition faible correspondent à des formations non argileuses mais contenant localement des passées ou des poches argileuses, où les minéraux argileux gonflants sont minoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau peu ou pas sensible au phénomène, selon l'endroit où on le mesure ;
- les territoires qui ne sont pas classés dans l'une des trois zones précédentes sont des zones d'exposition résiduelle, où la présence de terrain argileux n'est, en l'état des connaissances, pas identifiée.

Les zones qui sont considérées comme exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols sont celles dont l'exposition à ce phénomène est identifiée comme moyenne ou forte.

En conséquence, nous ou le maître d'ouvrage respecterons les dispositions prévues aux articles L.112-20 et suivants, R.112-6 et R.112-7 du Code de la Construction et de l'Habitation destinés à prévenir le risque de mouvement de terrain causé par le phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux ; et les arrêtés d'application du 22 Juillet 2020.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Établi le 01/06/2022 à TOULOUSE

Nom et Visa du vendeur : SCI URBANIA 

Nom et Visa de l'acquéreur :

Nota : chacune des parties peuvent consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs.

Ni nous en tant que propriétaire ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation ou à la diffusion, de ce document ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de cette information par un tiers. Nous n'apportons aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Les limites de validité des cartes de sensibilité aux remontées de nappes publiées sont étroitement liées à la méthodologie employée pour leur élaboration et il est recommandé de se référer aux rapports explicitant les conditions d'établissement de ces cartes. En particulier, celles-ci sont produites sur la base de l'interprétation de données ponctuelles portant sur des éléments par nature hétérogènes et ne peuvent donc prétendre représenter l'exacte réalité des choses en tout point. En conséquence et suivant les documents délivrés sur le site institutionnel www.georisques.gouv.fr, les données fournies peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. Elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration du présent document, de telle sorte que notre responsabilité en tant que propriétaire ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les contours ou les caractéristiques de certaines informations

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte des zones à potentiel RADON

L'article 40 de l'ordonnance du 10 février 2016 a modifié l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, dans ces termes : « Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, dans des zones de sismicité ou dans des zones à potentiel radon définies par voie réglementaire, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence de ces risques. ». Ceci a été consolidé par le décret n°2018-434 du 4 juin 2018 et de l'arrêté du 28 juin 2018, NOR : SSAP1817819A, JO 30 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon sur le territoire français.

Selon le zonage informatif mis à disposition par l'IRSN, l'immeuble est situé dans une commune ainsi exposée : **Au risque Radon : potentiel de Zone 2**

NOTE sur les Voies d'informations et autres Obligations d'informations des acquéreurs et des locataires sur les risques naturels et technologiques majeurs, hors Information des Acquéreurs et des Locataires - IAL

L'état des risques naturels, miniers et technologiques n'informe que sur les risques pris en compte dans un plan de prévention des risques (prescrit, appliqué par anticipation ou approuvé) et sur la qualification des zones de sismicité imposant notamment des dispositions constructives. La déclaration sur les sinistres subis (et connus), qui ne concerne que les immeubles bâtis, porte par contre sur l'ensemble du territoire.

Or une propriété peut être concernée par des risques non pris en compte dans l'IAL (risques non traités dans un PPR ou/et risques pris en compte mais non actualisés) qu'il est très souhaitable, voire nécessaire, de connaître et d'intégrer dans tout projet d'aménagement ou toute transaction.

• Information préventive, notamment sur l'existence de risques naturels et technologiques ne figurant pas dans l'état IAL

Les documents informatifs, en particulier ceux ayant fait l'objet d'un porté à connaissance préfectoral (PAC), sont pris en compte par les élus lors de l'élaboration des documents d'urbanisme. Toutefois, des connaissances nouvelles (à travers de cartes d'aléas ou d'expertises spécifiques) ont pu être acquises postérieurement ; par ailleurs, certaines des informations transmises peuvent essentiellement concerner des dispositions constructives, donc non prises en compte dans les POS et PLU (cas par exemple du phénomène de retrait-gonflement des argiles) ou dans les cartes communales.

Dans les communes où l'élaboration d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) est obligatoire, celui-ci donne généralement une assez bonne vision globale de la problématique risque, qu'il est néanmoins souvent souhaitable d'approfondir ensuite au vu des documents spécifiques

• Information sur l'existence de risques à partir des documents d'urbanisme

Dans le cas de la location d'un bien situé dans une zone d'exposition au bruit (PEB) d'un aérodrome, le contrat de location comporte une clause claire et lisible précisant la zone de bruit où se trouve localisé le bien, conformément à l'art. 112-11 du code de l'urbanisme.

Dans le domaine des risques, les servitudes d'utilité publique (SUP) concernent notamment, outre les PPR, les zones directement exposées, situées à l'aval d'installations à risques (par exemple : sites nucléaires, installations Seveso seuil haut, ouvrages hydrauliques) ou les zones réservées à des aménagements de prévention (par exemple : zones d'expansion de crues).

Ces diverses servitudes ont généralement été prises en compte lors de l'élaboration du zonage du plan d'occupation des sols (POS) ou du plan local d'urbanisme (PLU) ; d'autres ont pu être instaurées postérieurement à l'élaboration ou à la révision du document d'urbanisme.

Le certificat d'urbanisme (CU) a pour but de renseigner en particulier sur les dispositions d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété, dont les SUP (article L410-1 du Code de l'urbanisme).

La consultation du document d'urbanisme (PLU ou POS, et plus particulièrement des documents graphiques, du règlement ainsi que de l'annexe relative aux SUP ; carte communale) est donc indispensable pour connaître les conditions exactes d'occupation du sol au droit d'une parcelle déterminée et, le cas échéant, les risques pris en compte au niveau communal (par exemple du fait de servitudes ou, en l'absence de PPRN, par intégration d'une carte d'aléas).

• Obligation d'information des acquéreurs et des locataires pour toute propriété soumise à l'obligation de débroussaillage et à autres servitudes en vue de la prévention contre les incendies de forêts

Le Code forestier, en son article L.134-16, précise :

qu'en cas de mutation, le cédant informe le futur propriétaire de l'obligation de débroussailler ou de maintenir en état débroussaillé ainsi que de l'existence d'éventuelles servitudes résultant des dispositions s'appliquant notamment dans les communes où se trouvent des « bois et forêts classés à risque d'incendie » en application de l'article L.132-1 (par décision administrative, après avis des conseils municipaux intéressés et du conseil général ; départements considérés alors comme à risque moyen) ou des « bois et forêts réputés particulièrement exposés au risque d'incendie » conformément à l'article L.133-1 (32 départements considérés comme à risque élevé) ;

qu'à l'occasion de toute conclusion ou renouvellement de bail, le propriétaire porte ces informations à la connaissance du preneur.

Par ailleurs, le Code rural et de la pêche maritime prévoit, dans sa section consacrée à la déclaration d'intérêt général (DIG) ou d'urgence concernant notamment les travaux de défense contre les incendies à enjeu agricole ou forestier, que « Les acquéreurs de biens immobiliers situés dans les zones où la prévention contre les incendies de forêts est imposée doivent être informés des contraintes qu'ils subiront. Celles-ci sont mentionnées dans tout acte notarié ou sous-seing privé. » (article L.151-38-1).

• Obligation d'information annuelle des copropriétaires situés dans un secteur de délaissement d'un PPRT

Le décret n° 2012-475 du 12 avril 2012 (modifiant l'article R. 125-24 du Code de l'environnement et le décret n° 67-223 du 17 mars 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis) impose à tout syndicat de notifier aux copropriétaires, avant la tenue de l'assemblée générale, un état des lieux actualisé des lots délaissés dans les secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident présentant un danger grave pour la vie humaine, un droit de délaissement a été institué par un PPRT.

• Obligation d'information des acquéreurs pour toute propriété ayant été concernée par l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)

L'article L.514-20 du Code de l'environnement stipule que lorsqu'une ICPE soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur et de l'informer, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de cette exploitation. Si le vendeur en est l'exploitant, il doit indiquer également si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives.

Cette formalité est attestée par l'acte de vente. A défaut, l'acheteur a le choix de poursuivre la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la remise en état du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

• Obligation d'information des acquéreurs et des locataires pour toute propriété incluse dans le périmètre d'une association syndicale de propriétaire

Lorsqu'un immeuble est inclus dans le périmètre d'une association syndicale (AS) de propriétaires, toute mutation doit faire l'objet d'une notification par le notaire au président de l'association ; le cédant doit par ailleurs informer le futur propriétaire de cette inclusion ainsi que de l'existence éventuelle de servitudes et le propriétaire doit en informer le locataire à l'occasion de toute conclusion ou renouvellement de bail (article 4 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires).

Les AS sont fréquentes en matière de prévention notamment contre les inondations ou contre les incendies de forêt ; dans ce dernier cas, la disposition de l'ordonnance de 2004 ci-dessus citée est rappelée par le Code forestier (article L.131-5).

• L'obligation d'information des acquéreurs sur les risques miniers, hors IAL

Le Code minier, en son article L.154-2, instaure une obligation d'information pour tout vendeur d'un terrain sur le tréfonds duquel une mine a été exploitée. Celui-ci doit également informer, dans la mesure de ses connaissances, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

A défaut, l'acheteur peut choisir soit de poursuivre la résolution de la vente, soit de se faire restituer une partie du prix. Il peut aussi demander, aux frais du vendeur, la suppression des dangers ou des inconvénients qui compromettent un usage normal du terrain lorsque le coût de cette suppression ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de la vente.

Le Code minier précise en outre que ces dispositions s'appliquent également à toute mutation immobilière autre que la vente.

Par ailleurs, le décret n°2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains dispose (article 27) que « Tout exploitant est tenu : (...) 3° De tenir dans ses bureaux, à la disposition des propriétaires, les plans des travaux souterrains effectués sous leur propriété ou sous leurs abords ainsi que les plans de surface correspondants ; 4° De tenir de même à la disposition des maires les plans des travaux souterrains et les plans de surface rapportant à leur commune ».

Cette obligation de renseignement minier s'impose à l'exploitant tant que celui-ci est détenteur du titre minier.

Lorsque l'exploitant a disparu ou que le terrain, objet de la demande de renseignement minier, concerne une concession renoncée, l'information, si elle existe, est disponible : à la mairie, si une carte d'aléas a été réalisée par le Groupement d'intérêt Public (GIP) GEODERIS, constitué entre le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS), et que celle-ci a été transmise par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) au préfet qui l'a portée à connaissance en application de l'article L. 121-2 du Code de l'urbanisme ; au département de prévention et de sécurité minière (DPSM) du BRGM, sur la base des archives de l'exploitant, si celui-ci était Charbonnages de France (CdF), Mines de potasses d'Alsace (MDPA) ou Mines d'or de Salsigne ; à la DREAL, pour les autres cas et dans la mesure des archives disponibles.

Etat des Risques de Pollution des Sols

en application des articles L125-7 et R125-23 du code de l'environnement

1. Etat des Risques de Pollution des Sols affectant un terrain faisant l'objet d'une transaction est établi suivant le relevé documentaire des Secteurs d'information, à communiquer par la préfecture du département considéré, sur les sols mentionnés à l'article L 125-6 du code de l'environnement :

Extrait cartographique de la parcelle cadastrée identifiée : Aucun Document(s) à téléchargé(s) à partir du site de la Préfecture ;

Et,

Suivant les informations publiques issues du site BASIAS maintenu pour l'Etat Français par le BRGM et du site BASOL du Ministère de l'Ecologie, du développement durable et de l'énergie ; et suivant l'arrêté du 10 décembre 1998 modifié relatif à la création d'une base de données sur les sites industriels et d'activités de service anciens

Informations sur le bien immobilier (bâti ou non bâti)

2. Adresse, code postal et commune

PLACE BASCH

Code postal
Commune

38090 VILLEFONTAINE

Coordonnées Lambert II étendu et coordonnées Lambert du site concerné :

Non communiquées

3. Présence d'une activité à risque de pollution des sols sur le site de l'immeuble, dans sa limite cadastrale

> L'immeuble est sur un site identifié sur la base de données BASOL (a) Oui Non

> L'immeuble est sur un site identifié sur la base de données BASIAS (a) Oui Non

(a) si oui, les risques de pollution des sols sont liés aux activités suivantes :

Site chimique / pharmaceutique Garage / casse Détail de carburant Dépôt hydrocarbure/ dérivés

Cockéfaction, usine à gaz Imprimerie / peinture Electronique / piles Traitement des textiles, bois

Traitement de surface Gestion des déchets autres

> L'immeuble est sur un site identifié sur la base de données ICPE (a) Oui Non

ICPE : Base de données des installations classées soumises à autorisation ou enregistrement et/ou régime particulier (SEVESO, IED ...)

4. Déclaration de pollution des sols

> L'immeuble a-t-il connu une pollution des sols, suivant les déclarations du propriétaire et des propriétaires précédents (b) Oui Non

(b) Si oui, le site est-il dépollué

Le site a-t-il été dépollué et demeure t'il libre de toute restriction Oui Non

5. Situation de l'immeuble au regard d'un Secteur d'Information sur les Sols sur les sites pollués qui pourrait présenter des risques

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) Oui Non

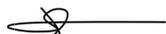
documents de référence joints au présent état permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte :

Documents de référence : Selon la commune et selon le cas, Arrêté préfectoral portant création des secteurs d'information des sols – ARRETE PREFECTORAL DU 25/03/2019 POUR LE DEPARTEMENT DE L'ISERE – VILLE DE VILLEFONTAINE
Extrait cartographique: Aucun document(s) à télécharger à partir du site de la Préfecture

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

6. Nom du vendeur / bailleur

SCI URBANIA

Visa : 

~~rayez la mention inutile~~

7. Nom de l'acquéreur / locataire

Visa :

~~rayez la mention inutile~~

8. Lieu et Date

Fait à : TOULOUSE , le : 01/06/2022

Nota : chacune des parties peuvent consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs.

Le présent Etat des Risques de Pollution des Sols fait uniquement référence à des renseignements connus à ce jour. Il constitue un document d'information sur les d'activités actuelles ou passées polluantes ou potentiellement polluantes de la (ou les) parcelle(s) considérée(s) du plan cadastral français et ne peut en aucun cas être considéré comme une autorisation administrative quelconque. Il n'a pas pour objet d'établir un constat de la pollution avérée des sols, de sa nature, de sa dangerosité et des conséquences réglementaires qui en découlent. Seule la visite du site, accompagnée de sondages ou prélèvements, permet à un expert d'établir ce constat et de satisfaire, entre autres, au contexte réglementaire des articles L.511-1, L.512-12-1, L.514-20 et L.512-6-1 du Code l'environnement.



PREFET DE L'ISERE

Direction départementale des territoires
Service sécurité et risques

ARRÊTÉ N° 38-2019-02- 22-001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFIANT LA LISTE DES COMMUNES CONCERNÉES PAR L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LE PRÉFET DE L'ISÈRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 125-5 et R. 125-23 à R. 125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers ;
- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2005 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public ;
- VU le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques ;
- VU le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2012033-0029 du 2 février 2012 relatif au droit à l'information des citoyens sur les risques naturels et technologiques majeurs (dossier départemental des risques majeurs) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2016 modifiant la liste des communes concernées par l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 38-2016-07-29-007 du 29 juillet 2016 portant création de la commune nouvelle «Villages du Lac de Paladru» issue de la fusion des communes de Le Pin et de Paladru ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2016-07-29-008 du 29 juillet 2016 portant création de la commune nouvelle «Arandon-Passins» issue de la fusion des communes d'Arandon et de Passins ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2016-09-02-018 du 2 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «La Sure en Chartreuse» issue de la fusion des communes de Saint-Julien-de-Ratz et de Pommiers-la-Placette ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2016-09-02-019 du 2 septembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Les Deux Alpes» issue de la fusion des communes de Mont de Lans et de Venosc ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2016-11-18-004 du 18 novembre 2016 portant création de la commune nouvelle «Châtel-en-Trièves» issue de la fusion des communes de Cordéac et de Saint-Sébastien ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-09-26-013 du 26 septembre 2018 portant création de la commune nouvelle «Ornacieux-Balbins» issue de la fusion des communes de Balbins et d'Ornacieux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-10-11-008 du 11 octobre 2018 portant création de la commune nouvelle «Val-de-Virieu» issue de la fusion des communes de Panissage et de Virieu ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-12-18-007 du 18 décembre 2018 portant création de la commune nouvelle «Plateau-des-Petites-Roches» issue de la fusion des communes de Saint-Bernard-du-Touvet, de Saint-Hilaire-du-Touvet et de Saint-Pancrasse ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-12-18-008 du 18 décembre 2018 portant création de la commune nouvelle «Chantepérier» issue de la fusion des communes de Chantelouve et de Le Périer ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-12-18-009 du 18 décembre 2018 portant création de la commune nouvelle «Le Haut-Bréda» issue de la fusion des communes de La Ferrière et de Pinsot ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-11-12-006 du 12 novembre 2018 portant création de la commune nouvelle «Porte des Bonnevaux» issue de la fusion des communes d'Arzay, de Commelle, de Nantoin et de Semons ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-12-21-010 du 21 décembre 2018 portant modification de l'arrêté n° 38-2018-11-12-006 pour modifier la graphie du nom de la commune nouvelle «Porte-des-Bonnevaux» au lieu de «Porte des Bonnevaux» ;

Sur proposition de monsieur le directeur départemental par intérim des territoires de l'Isère,

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'arrêté du 8 février 2016 est abrogé. Il est remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2

La liste des communes figurant sur l'arrêté préfectoral du 8 février 2016 est modifiée selon le tableau annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3

L'information des citoyens sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs auxquels ils sont susceptibles d'être exposés dans le département est consignée dans le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM).

ARTICLE 4

Cette information est complétée dans les communes listées en annexe du présent arrêté par le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) et l'affichage des risques pris en compte.

ARTICLE 5

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et les maires sont informés de cette publication. Cet arrêté sera affiché dans la mairie des communes citées à l'article 2 pendant un mois.

Une copie de cet acte et une copie de la liste annexée sont adressées à la chambre départementale des notaires.

Cet arrêté sera accessible sur le site Internet de la préfecture (<http://www.isere.gouv.fr>).

ARTICLE 6

Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et les maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera transmis à monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Vienne et à monsieur le sous-préfet de La Tour du Pin.

Grenoble, le 22 FEV. 2019

Le préfet

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général


Philippe PORTAL

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|----------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|---------------------------|----------------|-----|
| | | | | | | | | | | présence zones aléa faible | présence zones aléa moyen | | |
| 38001 | LES ABRETS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38002 | LES ADRETS | | | x | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38003 | AGNIN | x | | | x | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38004 | L'ALBENC | x | | x | | x | | | 4 | x | x | x | x |
| 38005 | ALLEMOND | x | | x | x | | | | 3 | x | | x | x |
| 38006 | ALLEVARD | | | x | x | | | | 4 | x | | x | x |
| 38008 | AMBEL | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38009 | ANJOU | x | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38010 | ANNOISIN-CHATELANS | x | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38011 | ANTHON | x | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38012 | AOSTE | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38013 | APPRIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38014 | ARANDON | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38015 | ARTAS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38016 | ARZAY | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38017 | ASSIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38018 | AUBERIVES-EN-ROYANS | | | x | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38019 | AUBERIVES-SUR-VAREZE | x | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38020 | AURIS | x | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38021 | AUTRANS | | | x | x | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38022 | LES AVENIERES | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38023 | AVIGNONET | x | | x | x | | | | 3 | x | | x | x |
| 38024 | BADINIERES | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38025 | BALBINS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38026 | LA BALME-LES-GROTTES | x | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38027 | BARRAUX | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38028 | LA BATIE-DIVISIN | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38029 | LA BATIE-MONTGASCON | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38030 | BEAUCROISSANT | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38031 | BEAUFIN | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38032 | BEAUFORT | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38033 | BEAULIEU | x | | | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38034 | BEAUREPAIRE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38035 | BEAUVOIR-DE-MARC | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38036 | BEAUVOIR-EN-ROYANS | x | | | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38037 | BELLEGARDE-POUSSIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38038 | BELMONT | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38039 | BERNIN | x | | x | x | x | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38040 | BESSE | | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38041 | BESSINS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38042 | BEVENAIS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38043 | BILIEU | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38044 | BIOL | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38045 | BIVIERS | | | x | x | | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38046 | BIZONNES | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38047 | BLANDIN | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38048 | BONNEFAMILLE | x | x | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38049 | BOSSIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38050 | LE BOUCHAGE | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38051 | BOUGE-CHAMBALUD | x | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38052 | LE BOURG-D'OISANS | x | | x | x | | | | 3 | x | | x | x |
| 38053 | BOURGOIN-JALLIEU | x | x | | x | x | | | 3 | x | | x | x |
| 38054 | BOUVESSE-QUIRIEU | x | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38055 | BRANGUES | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38056 | BRESSIEUX | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38057 | BRESSON | x | x | | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38058 | BREZINS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|--------------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|----------------|-----|
| 38059 | BRIE-ET-ANGONNES | x | x | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38060 | BRION | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38061 | LA BUISSE | x | | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38062 | LA BUISSIÈRE | x | | x | | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38063 | BURCIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38064 | CESSIEU | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38065 | CHABONS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38066 | CHALONS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38067 | CHAMAGNIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38068 | CHAMPAGNIER | x | x | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38069 | CHAMPIER | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38070 | CHAMP-PRES-FROGES | x | | | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38071 | CHAMP-SUR-DRAC | x | x | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38072 | CHANAS | x | | | x | | | | 3 | x | x | x |
| 38073 | CHANTELOUVE | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38074 | CHANTESSÉ | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38075 | CHAPAREILLAN | x | | x | | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38076 | LA CHAPELLE-DE-LA-TOUR | | | | | | x | | 3 | x | x | x |
| 38077 | LA CHAPELLE-DE-SURIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38078 | LA CHAPELLE-DU-BARD | | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38080 | CHARANCIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38081 | CHARANTONNAY | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38082 | CHARAVINES | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38083 | CHARETTE | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38084 | CHARNECLES | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38085 | CHARVIEU-CHAVAGNEUX | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38086 | CHASSELAY | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38087 | CHASSE-SUR-RHONE | x | x | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38089 | CHASSIGNIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38090 | CHATEAU-BERNARD | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38091 | CHATEAUVILAIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38092 | CHATELUS | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38093 | CHATENAY | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38094 | CHATONNAY | | | | x | | | | 3 | x | x | x |
| 38095 | CHATTE | x | | | x | | | | 3 | x | x | x |
| 38097 | CHAVANOZ | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38098 | CHELIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38099 | CHEVRIÈRES | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38100 | LE CHEYLAS | x | | | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38101 | CHEYSSIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38102 | CHEZENEUVE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38103 | CHICHILIANNE | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38104 | CHIMILIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38105 | CHIRENS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38106 | CHOLONGE | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38107 | CHONAS-L'AMBALLAN | x | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38108 | CHORANCHE | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38109 | CHOZEAU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38110 | CHUZELLES | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38111 | CLAIX | x | x | x | x | | | x | 4 | x | x | x |
| 38112 | CLAVANS-EN-HAUT-OISANS | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38113 | CLELLES | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38114 | CLONAS-SUR-VAREZE | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38115 | SAINT-MARTIN-DE-LA-CLUZE | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38116 | COGNET | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38117 | COGNIN-LES-GORGES | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38118 | COLOMBE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38120 | LA COMBE-DE-LANCEY | | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38121 | COMMELLE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38124 | CORBELIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38125 | CORDEAC | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|----------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|---|----------------|-----|
| 38126 | CORENC | x | | | x | | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38127 | CORNILLON-EN-TRIEVES | x | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38128 | CORPS | x | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38129 | CORRENCON-EN-VERCORS | | | | x | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38130 | LA COTE SAINT ANDRE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38131 | LES COTES-D'AREY | x | | | x | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38132 | LES COTES-DE-CORPS | | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38133 | COUBLEVIE | | | | | x | | | 4 | x | | x | x |
| 38134 | COUR-ET-BUIS | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38135 | COURTENAY | x | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38136 | CRACHIER | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38137 | CRAS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38138 | CREMIEU | x | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38139 | CREYS-MEPIEU | x | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38140 | CROLLES | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38141 | CULIN | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38144 | DIEMOZ | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38145 | DIONAY | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38146 | DIZIMIEU | x | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38147 | DOISSIN | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38148 | DOLOMIEU | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38149 | DOMARIN | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38150 | DOMENE | x | x | | x | x | | | 4 | x | x | x | x |
| 38151 | ECHIROLLES | x | x | | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38152 | ECLOSE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38153 | ENGINS | | | x | X | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38154 | ENTRAIGUES | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38155 | ENTRE-DEUX-GUIERS | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38156 | LES EPARRES | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38157 | ESTRABLIN | | | | x | | | | 3 | x | | x | x |
| 38158 | EYBENS | x | x | | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38159 | EYDOCHE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38160 | EYZIN-PINET | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38161 | FARAMANS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38162 | FAVERGES-DE-LA-TOUR | | | | | | x | | 3 | x | | x | x |
| 38163 | LA FERRIERE | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38165 | FITILIEU | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38166 | LA FLACHERE | | | | | | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38167 | FLACHERES | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38169 | FONTAINE | x | | | x | | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38170 | FONTANIL-CORNILLON | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38171 | LA FORTERESSE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38172 | FOUR | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38173 | LE FRENEY-D'OISANS | x | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38174 | LA FRETTE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38175 | FROGES | x | | | x | x | | | 4 | x | x | x | x |
| 38176 | FRONTONAS | | | | | x | | | 3 | x | | x | x |
| 38177 | LA GARDE | x | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38179 | GIERES | x | | | x | x | | | 4 | x | | x | x |
| 38180 | GILLONNAY | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38181 | GONCELIN | x | | | x | x | | | 4 | x | | x | x |
| 38182 | LE GRAND-LEMPES | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38183 | GRANIEU | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38184 | GRENAY | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38185 | GRENOBLE | x | x | | | x | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38186 | GRESSE-EN-VERCORS | | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38187 | LE GUA | | | x | | | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38188 | HERBEYS | x | | | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38189 | HEYRIEUX | | | | | x | | | 3 | x | | x | x |
| 38190 | HIERES-SUR-AMBY | x | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38191 | HUEZ | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|-----------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|----------------|-----|
| 38192 | HURTIERES | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38193 | L'ISLE-D'ABEAU | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38194 | IZEAUX | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38195 | IZERON | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38197 | JANNERIAS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38198 | JARCIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38199 | JARDIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38200 | JARRIE | x | x | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38203 | LAFFREY | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38204 | LALLEY | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38205 | LANS-EN-VERCORS | x | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38206 | LAVAL | | | x | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38207 | LAVALDENS | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38208 | LAVARS | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38209 | LENTIOL | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38210 | LEYRIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38211 | LIEUDIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38212 | LIVET-ET-GAVET | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38213 | LONGECHENAL | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38214 | LUMBIN | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38215 | LUZINAY | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38216 | MALLEVAL | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38217 | MARCIEU | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38218 | MARCILLOLES | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38219 | MARCOLLIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38221 | MARNANS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38222 | MASSIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38223 | MAUBEC | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38224 | MAYRES-SAVEL | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38225 | MEAUDRE | | | x | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38226 | MENS | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38228 | MERLAS | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38229 | MEYLAN | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38230 | MEYRIE | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38231 | MEYRIEU-LES-ETANGS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38232 | MEYSSIES | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38235 | MIRIBEL-LANCHATRE | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38236 | MIRIBEL-LES-EHELLES | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38237 | MIZOEN | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38238 | MOIDIEU-DETOURBE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38239 | MOIRANS | x | | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38240 | MOISSIEU-SUR-DOLON | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38241 | MONESTIER-D'AMBEL | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38242 | MONESTIER-DE-CLERMONT | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38243 | LE MONESTIER-DU-PERCY | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38244 | MONTSEROUX-MILIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38245 | MONTAGNE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38246 | MONTAGNIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38247 | MONTALIEU-VERCIEU | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38248 | MONTAUD | | | x | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38249 | MONTBONNOT-St-MARTIN | x | | x | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38250 | MONTCARRA | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38252 | MONTCHABOUD | x | x | x | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38253 | MONT-DE-LANS | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38254 | MONTEYNARD | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38255 | MONTFALCON | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38256 | MONTFERRAT | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38257 | MONTREVEL | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38258 | MONT-St-MARTIN | | | x | | | | x | 4 | x | x | x |
| 38259 | MONTSEVEROUX | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38260 | MORAS | | | | | | | | 3 | x | x | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|-------------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|----------------|-----|
| 38261 | MORESTEL | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38262 | MORETEL-DE-MAILLES | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38263 | MORETTE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38264 | LA MORTE | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38265 | LA MOTTE-D'AVEILLANS | | | | | | x | | 3 | x | x | x |
| 38266 | LA MOTTE-SAINT-MARTIN | x | | | | | x | | 3 | x | x | x |
| 38267 | MOTTIER | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38268 | LE MOUTARET | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38269 | LA MURE | | | | | | x | | 3 | x | x | x |
| 38270 | LA MURETTE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38271 | MURIANETTE | x | | | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38272 | MURINAIS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38273 | NANTES-EN-RATIER | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38274 | NANTOIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38275 | NERPOL-ET-SERRES | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38276 | NIVOLAS-VERMELLE | | | | x | | | | 3 | x | x | x |
| 38277 | NOTRE-DAME-DE-COMMIERS | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38278 | NOTRE-DAME-DE-L'OSIER | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38279 | NOTRE-DAME-DE-MESAGE | x | x | x | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38280 | NOTRE-DAME-DE-VAULX | | | x | | | x | | 3 | x | x | x |
| 38281 | NOYAREY | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38282 | OPTEVOZ | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38283 | ORIS-EN-RATTIER | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38284 | ORNACIEUX | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38285 | ORNON | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38286 | OULLES | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38287 | OYEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38288 | OYTIER-SAINT-OBLAS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38289 | OZ | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38290 | PACT | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38291 | PAJAY | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38292 | PALADRU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38293 | PANISSAGE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38294 | PANOSSAS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38295 | PARMILIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38296 | LE PASSAGE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38297 | PASSINS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38298 | LE PEAGE-DE-ROUSSILLON | x | x | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38299 | PELLAFOL | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38300 | PENOL | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38301 | PERCY | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38302 | LE PERIER | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38303 | LA PIERRE | x | | | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38304 | PIERRE-CHATEL | | | x | | | x | | 3 | x | x | x |
| 38305 | LE PIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38306 | PINSOT | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38307 | PISIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38308 | PLAN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38309 | POISAT | x | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38310 | POLIENAS | x | | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38311 | POMMIERS-DE-BEAUREPAIRE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38312 | POMMIERS-LA-PLACETTE | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38313 | PONSONNAS | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38314 | PONTCHARRA | x | | | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38315 | LE PONT-DE-BEAUVOISIN | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38316 | PONT-DE-CHERUY | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38317 | LE PONT-DE-CLAIX | x | x | | | | | x | 4 | x | x | x |
| 38318 | PONT-EVEQUE | | | | x | | | | 3 | x | x | x |
| 38319 | PONT-EN-ROYANS | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38320 | PORCIEU-AMBLAGNIEU | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38321 | PREBOIS | | | x | | | | | 3 | x | x | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|------------------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|---|----------------|-----|
| 38322 | PRESLES | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38323 | PRESSINS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38324 | PRIMARETTE | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38325 | PROVEYSIEUX | | | | x | | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38326 | PRUNIERES | | | | | | x | | 3 | x | x | x | x |
| 38328 | QUAIX-EN-CHARTREUSE | | | | x | | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38329 | QUET-EN-BEAUMONT | x | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38330 | QUINCIEU | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38331 | REAUMONT | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38332 | RENAGE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38333 | RENCUREL | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38334 | REVEL | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38335 | REVEL-TOURDAN | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38336 | REVENTIN-VAUGRIS | x | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38337 | RIVES | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38338 | LA RIVIERE | x | | | | x | | | 4 | x | x | x | x |
| 38339 | ROCHE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38340 | LES ROCHES-DE-CONDRIEU | x | x | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38341 | ROCHETOIRIN | | | | | x | | | 3 | x | | x | x |
| 38342 | ROISSARD | x | | x | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38343 | ROMAGNIEU | | | | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38344 | ROUSSILLON | x | x | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38345 | ROVON | x | | | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38346 | ROYAS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38347 | ROYBON | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38348 | RUY | | | | | x | | | 3 | x | | x | x |
| 38349 | SABLONS | x | x | | | x | | | 3 | x | | x | x |
| 38350 | STE-AGNES | | | | x | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38351 | ST-AGNIN-SUR-BION | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38352 | ST-ALBAN-DE-ROCHE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38353 | ST-ALBAN-DU-RHONE | x | x | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38354 | ST-ALBIN-DE-VAULSERRE | | | | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38355 | ST-ANDEOL | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38356 | ST-ANDRE-EN-ROYANS | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38357 | ST-ANDRE-LE-GAZ | | | | | | x | | 3 | x | | x | x |
| 38358 | STE-ANNE-SUR-GERVONDE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38359 | ST-ANTOINE | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38360 | ST-APPOLINARD | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38361 | ST-AREY | x | | | | | x | | 3 | x | x | x | x |
| 38362 | ST-AUPRE | | | x | | x | | | 4 | x | | x | x |
| 38363 | ST-BARTHELEMY | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38364 | ST-BARTHELEMY-DE-SECHILLENNE | x | | x | | x | | | 3 | x | | x | x |
| 38365 | ST-BAUDILLE-DE-LA-TOUR | x | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38366 | ST-BAUDILLE-ET-PIPET | | | | | | | | 3 | x | x | x | x |
| 38367 | ST-BERNARD | | | x | x | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38368 | ST-BLAISE-DU-BUIS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38369 | STE-BLANDINE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38370 | ST-BONNET-DE-CHAVAGNE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38372 | ST-BUEIL | | | | | | | | 4 | x | | x | x |
| 38373 | ST-CASSIEN | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38374 | ST-CHEF | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38375 | ST-CHRISTOPHE-EN-OISANS | | | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38376 | ST-CHRISTOPHE-SUR-GUIERS | | | x | | | | | 4 | x | x | x | x |
| 38377 | ST-CLAIR-DE-LA-TOUR | | | | | x | x | | 3 | x | | x | x |
| 38378 | ST-CLAIR-DU-RHONE | x | x | x | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38379 | ST-CLAIR-SUR GALAURE | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38380 | ST-DIDIER-DE-BIZONNES | | | | | | | | 3 | x | | x | x |
| 38381 | ST-DIDIER-DE-LA-TOUR | | | | | | x | | 3 | x | | x | x |
| 38382 | ST-EGREVE | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x | x |
| 38383 | ST-ETIENNE-DE-CROSSEY | | | x | | x | | | 4 | x | | x | x |
| 38384 | ST-ETIENNE-DE-St-GEOIRS | | | | | | | | 3 | x | | x | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|--------------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|----------------|-----|
| 38386 | ST-GEOIRE-EN-VALDAINE | | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38387 | ST-GEOIRS | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38388 | ST-GEORGES-DE-COMMIERS | x | x | x | | | | | 4 | x | | x |
| 38389 | ST-GEORGES-D'ESPERANCHE | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38390 | ST-GERVAIS | x | | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38391 | ST-GUILLAUME | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38392 | ST-HILAIRE-DE-BRENS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38393 | ST-HILAIRE-DE-LA-COTE | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38394 | ST-HILAIRE-DU-ROSIER | x | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38395 | ST-HILAIRE-DU-TOUVET | | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38396 | ST-HONORE | | | x | | | | | 3 | x | | x |
| 38397 | ST-ISMIER | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38398 | ST-JEAN-D'AVELANNE | | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38399 | ST-JEAN-DE-BOURNAY | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38400 | ST-JEAN-DE-MOIRANS | x | | | | x | | | 4 | x | | x |
| 38401 | ST-JEAN-DE-SOUDAIN | | | | | x | | | 3 | x | | x |
| 38402 | ST-JEAN-DE-VAULX | x | | x | | | | | 3 | x | | x |
| 38403 | ST-JEAN-D'HERANS | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38404 | ST-JEAN-LE-VIEUX | | | x | | | | | 4 | x | | x |
| 38405 | ST-JOSEPH-DE-RIVIERE | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38406 | ST-JULIEN-DE-L'ERMS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38407 | ST-JULIEN-DE-RATZ | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38408 | ST-JUST-CHALEYSSIN | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38409 | ST-JUST-DE-CLAIX | x | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38410 | ST-LATTIER | x | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38412 | ST-LAURENT-DU-PONT | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38413 | ST-LAURENT-EN-BEAUMONT | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38414 | STE-LUCE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38415 | ST-MARCEL-BEL-ACCUEIL | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38416 | ST-MARCELLIN | x | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38417 | STE-MARIE-D'ALLOIX | x | | x | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38418 | STE-MARIE-DU-MONT | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38419 | ST-MARTIN-DE-CLELLES | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38420 | ST-MARTIN-DE-VAULSERRE | | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38421 | ST-MARTIN-D'HERES | x | | | | x | | | 4 | x | | x |
| 38422 | ST-MARTIN-D'URIAGE | | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38423 | ST-MARTIN-LE-VINOUX | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38424 | ST-MAURICE-EN-TRIEVES | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38425 | ST-MAURICE-L'EXIL | x | | | | x | | | 3 | x | | x |
| 38426 | ST-MAXIMIN | | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38427 | ST-MICHEL-DE-St-GEOIRS | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38428 | ST-MICHEL-EN-BEAUMONT | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38429 | ST-MICHEL-LES-PORTES | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38430 | ST-MURY-MONTEYMOND | | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38431 | ST-NAZAIRE-LES-EYMES | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38432 | ST-NICOLAS-DE-MACHERIN | | | x | | x | | | 4 | x | | x |
| 38433 | ST-NIZIER-DU-MOUCHEROTTE | x | | | x | | | | 4 | x | | x |
| 38434 | ST-ONDRAS | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38435 | ST-PANCRASSE | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38436 | ST-PAUL-DE-VARCES | x | | x | | | | x | 4 | x | x | x |
| 38437 | ST-PAUL-D'IZEAUX | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38438 | ST-PAUL-LES-MONESTIER | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38439 | ST-PIERRE-D'ALLEVARD | | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38440 | ST-PIERRE-DE-BRESSIEUX | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38442 | ST-PIERRE-DE-CHARTREUSE | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38443 | ST-PIERRE-DE-CHERENNES | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38444 | ST-PIERRE-DE-MEAROZ | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38445 | ST-PIERRE-DE-MESAGE | x | x | | | x | | | 4 | x | | x |
| 38446 | ST-PIERRE-D'ENTREMONT | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38448 | ST-PRIM | x | x | | | x | | | 3 | x | | x |
| 38449 | ST-QUENTIN-FALLAVIER | x | x | | | x | | | 3 | x | | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|----------------|-----|
| 38450 | ST-QUENTIN-SUR-ISERE | x | | x | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38451 | ST-ROMAIN-DE-JALIONAS | x | | x | | | | | 3 | x | | x |
| 38452 | ST-ROMAIN-DE-SURIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38453 | ST-ROMANS | x | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38454 | ST-SAUVEUR | x | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38455 | ST-SAVIN | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38456 | ST-SEBASTIEN | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38457 | ST-SIMEON-DE-BRESSIEUX | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38458 | ST-SORLIN-DE-MORESTEL | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38459 | ST-SORLIN-DE-VIENNE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38460 | ST-SULPICE-DES-RIVOIRES | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38462 | ST-THEOFFREY | | | | | | x | | 3 | x | | x |
| 38463 | ST-VERAND | | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38464 | ST-VICTOR-DE-CESSIEU | | | | x | | x | | 3 | x | | x |
| 38465 | ST-VICTOR-DE-MORESTEL | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38466 | ST-VINCENT-DE-MERCUZE | x | | x | x | x | x | x | 4 | x | x | x |
| 38467 | SALAGNON | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38468 | SALAISE-SUR-SANNE | x | x | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38469 | LA SALETTE-FALLAVALUX | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38470 | LA SALLE-EN-BEAUMONT | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38471 | LE SAPPEY-EN-CHARTREUSE | | | | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38472 | SARCENAS | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38473 | SARDIEU | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38474 | SASSENAGE | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38475 | SATOLAS-ET-BONCE | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38476 | SAVAS-MEPIN | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38478 | SECHILLENNE | x | | x | | x | | | 4 | x | | x |
| 38479 | SEMONS | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38480 | SEPTEME | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38481 | SEREZIN-DE-LA-TOUR | | | | | x | | | 3 | x | | x |
| 38483 | SERMERIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38484 | SERPAIZE | x | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38485 | SEYSSINET-PARISSET | x | | | x | | | x | 4 | x | x | x |
| 38486 | SEYSSINS | x | x | | x | | | x | 4 | x | x | x |
| 38487 | SEYSSUEL | x | | x | | | | | 3 | x | | x |
| 38488 | SICCIEU-SAINT-JULIEN-ET-CARISIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38489 | SIEVOZ | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38490 | SILLANS | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38492 | SINARD | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38494 | SOLEYMIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38495 | LA SONE | x | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38496 | SONNAY | x | | | x | | | | 3 | x | x | x |
| 38497 | SOUSVILLE | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38498 | SUCCIEU | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38499 | SUSVILLE | | | | | | x | | 3 | x | | x |
| 38500 | TECHE | x | | | | | | | 4 | x | | x |
| 38501 | TENCIN | x | | | x | x | | | 4 | x | | x |
| 38503 | LA TERRASSE | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38504 | THEYS | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38505 | THODURE | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38507 | TIGNIEU-JAMEYZIEU | x | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38508 | TORCHEFELON | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38509 | LA TOUR-DU-PIN | | | | x | x | | | 3 | x | | x |
| 38511 | LE TOUVET | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38512 | TRAMOLE | | | | | | | | 3 | x | | x |
| 38513 | TREFFORT | x | | x | | | | | 3 | x | | x |
| 38514 | TREMINIS | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38515 | TREPT | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38516 | LA TRONCHE | x | | x | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38517 | TULLINS | x | | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38518 | VALBONNAIS | | | x | | | | | 3 | x | x | x |

Liste des communes iséroises

| Identifiant commune | commune | Plan particulier d'intervention* | PPR Technologique | Arrêté portant délimitation de risques naturels (R11-3) ou Plan d'exposition aux risques (PER) ou Plan des Surfaces submersibles (PSS) | PPR multirisques | PPR inondation | PPR Minier | Feux de forêts | niveau de sismicité Au 01/05/11 | Aléa Retrait-gonflement argile | Arrêté cat-nat | IAL |
|---------------------|---------------------------|----------------------------------|-------------------|--|------------------|----------------|------------|----------------|---------------------------------|--------------------------------|----------------|-----|
| 38519 | VALENCIN | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38520 | VALENCOGNE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38521 | LA VALETTE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38522 | VALJOUFFREY | | | x | x | | | | 3 | x | x | x |
| 38523 | VARACIEUX | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38524 | VARCES-ALLIERES-ET-RISSET | x | x | | x | | | x | 4 | x | x | x |
| 38525 | VASSELIN | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38526 | VATILIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38527 | VAUJANY | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38528 | VAULNAVEYS-LE-BAS | x | x | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38529 | VAULNAVEYS-LE-HAUT | x | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38530 | VAULX-MILIEU | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38531 | VELANNE | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38532 | VENERIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38533 | VENON | | | x | | | | | 4 | x | x | x |
| 38534 | VENOSC | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38535 | VERNAS | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38536 | VERNIOZ | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38537 | LA VERPILLIERE | | | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38538 | LE VERSOUD | x | | | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38539 | VERTRIEU | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38540 | VEUREY-VOROIZE | x | | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38541 | VEYRINS-THUELLIN | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38542 | VEYSSILIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38543 | VEZERONCE-CURTIN | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38544 | VIENCE | x | | | x | x | | | 3 | x | x | x |
| 38545 | VIF | x | x | | x | | | x | 4 | x | x | x |
| 38546 | VIGNIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38547 | VILLARD-BONNOT | x | | x | x | x | | | 4 | x | x | x |
| 38548 | VILLARD-DE-LANS | | | x | x | | | | 4 | x | x | x |
| 38549 | VILLARD-NOTRE-DAME | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38550 | VILLARD-RECVLAS | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38551 | VILLARD-REYMOND | | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38552 | VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38553 | VILLEFONTAINE | x | x | | | x | | | 3 | x | x | x |
| 38554 | VILLEMOIRIEU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38555 | VILLENEUVE-DE-MARC | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38556 | VILLE-SOUS-ANJOU | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38557 | VILLETTE-D'ANTHON | x | | x | | | | | 3 | x | x | x |
| 38558 | VILLETTE-DE-VIENCE | x | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38559 | VINAY | x | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38560 | VIRIEU | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38561 | VIRIVILLE | | | | | | | | 3 | x | x | x |
| 38562 | VIZILLE | x | x | x | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38563 | VOIRON | | | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38564 | VOISSANT | | | | | | | | 4 | x | x | x |
| 38565 | VOREPPE | x | x | | x | x | | x | 4 | x | x | x |
| 38566 | VOUREY | x | | | | x | | | 4 | x | x | x |
| 38567 | CHAMROUSSE | | | x | | | | | 4 | x | x | x |

*PPI grand barrage, chimique ou nucléaire

Vu pour être annexé à
l'arrêté n°
du
Le préfet de l'Isère,



PREFECTURE DE L'ISERE

ARRETE N° 38-2019-06-21-044

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL MODIFICATIF RELATIF À L'INFORMATION DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES RISQUES NATURELS, MINIERS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

COMMUNE : VILLEFONTAINE

**LE PRÉFET DE L'ISÈRE,
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2018-01-08-004 du 8 janvier 2018 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de Villefontaine ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 38-2019-02-22-001 du 22 février 2019 modifiant la liste des communes concernées par l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° DDPP-IC-2019-03-21 du 25 mars 2019 portant création d'un secteur d'information sur les sols (SIS) sur la commune de Villefontaine ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de l'Isère,

A R R E T E

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° 38-2018-01-08-004 du 8 janvier 2018 sur la commune de Villefontaine est modifié. Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs sont consignés dans le dossier communal d'information annexé au présent arrêté.

Le dossier comprend :

- la fiche synthétique sur l'état des risques naturels, miniers et technologiques prévisibles à prendre en compte sur la commune ;
- la carte du zonage réglementaire du PPR inondation de la Bourbre moyenne.

ARTICLE 2

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et le maire est informé de cette publication.

L'arrêté sera affiché en mairie pendant un mois.

Cet arrêté et le dossier communal d'information sont consultables sur le site internet des services de l'État en Isère (<http://www.isere.gouv.fr>).

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ARTICLE 4

Le délai de recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou de recours contentieux devant la juridiction administrative est de deux mois à compter de son affichage ou de sa publication.

Fait à Grenoble, le 21 juin 2019

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Par délégation,
La responsable du bureau risques majeurs

Signé

Agnès BOITIERE

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service installations classées

Téléphone : 04 56 59 49 99
Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

Grenoble le,

25 MARS 2019

Affaire suivie par : Ch. AUBERT / F. CHAVET
Téléphone : 04.56.59.49.59
Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°DDPP-IC-2019-03-24

**portant création de secteurs d'information sur les sols (SIS)
sur la commune de Villefontaine,
en application de l'article R. 125-45 du code de l'environnement**

LE PRÉFET DE L'ISÈRE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR et notamment l'article 173 ;

VU le décret n°2015-1353 en date du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols (SIS) prévus par l'article L. 125-6 du code de l'environnement et portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs du préfet à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 125-6 et R. 125-41 à R. 125-47 concernant les SIS, L. 556-2, R. 556-2 à R. 556-5 sur la gestion des sites et sols pollués, R. 125-23 à R. 125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et locataires, les articles L. 121-15 et suivants relatifs aux documents soumis à concertation préalable ;

VU le code de l'urbanisme notamment les articles R. 410-15-1, R. 431-16 et R. 442-8-1 concernant les autorisations d'urbanisme sur terrains en SIS ;

VU l'article R. 151-53 10° du code de l'urbanisme concernant l'annexion des SIS aux documents de planification d'urbanisme ;

VU la consultation des collectivités locales tenue du 15/12/2017 au 15/06/2018 et l'information des propriétaires réalisées entre le 01/07/2018 et le 18/01/2019 ;

VU les observations du public recueillies entre le 03/12/2018 et le 18/01/2019 ;

VU le rapport du 1^{er} février 2019 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement établissant le bilan de la consultation du public et proposant la prise de 52 SIS pour le département de l'Isère ;

CONSIDÉRANT que les SIS ont pour objectif d'informer le public et les usagers en s'intégrant dans le dispositif général d'information acquéreurs locataires, et de clarifier la responsabilité des acteurs de la reconversion des sites pollués en imposant des normes de réhabilitation ;

CONSIDÉRANT que conformément à l'article R. 125-44-I du code de l'environnement, la consultation des collectivités concernées par des projets de SIS est achevée depuis le 15 juin 2018, que les propriétaires concernées ont fait l'objet d'une information conformément à l'article R. 125-4 II ;

CONSIDÉRANT que le public a fait l'objet d'une consultation du 03/12/2018 au 18/01/2019 conformément au décret n °2015-1353 du 26 octobre 2015 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Objet

Conformément à l'article R. 125-45 du code de l'environnement sont créés sur le territoire de la commune de Villefontaine les Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) suivants :

- **38SIS01816 Two Cast Europe**
- **38SIS06014 Carrière du Lémand**

Les fiches descriptives et cartographiques de ces SIS sont annexées au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Publication

Les SIS mentionnés à l'article 1 sont publiés sur le site internet <http://www.georisques.gouv.fr>

Ces SIS sont annexés au plan local d'urbanisme ou au document de planification en vigueur sur la commune concernée conformément à l'article R125-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Obligation d'information acquéreurs/locataires

Conformément aux articles L. 125-7 et L. 125-5 et sans préjudice de l'article L. 514-20 du code de l'environnement, lorsqu'un terrain ou un bien immeuble situé en secteur d'information sur les sols mentionné à l'article L. 125-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur joint au contrat l'état des risques naturels et technologiques et d'information sur les sols qui mentionne l'existence d'un SIS. Il communique les informations rendues publiques par l'État au titre de l'article L. 125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

Conformément à l'article L. 125-7, à défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente.

ARTICLE 4 : Notifications

Conformément à l'article R. 125-46 du code de l'environnement, le présent arrêté est notifié aux maires des communes et aux présidents des EPCI compétents en matière de planification d'urbanisme ou de délivrance des autorisations d'urbanisme dont le territoire comprend le secteur d'information sur les sols mentionné à l'article 1.

ARTICLE 5 : Publicité

Le présent arrêté est affiché pendant un mois au siège de la où des collectivités compétentes en matière de planification d'urbanisme et de délivrance des autorisations d'urbanisme ainsi qu'auprès des mairies concernées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'Isère et sera mis en ligne sur le portail des services de l'État en Isère.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification ou d'affichage du présent arrêté ;

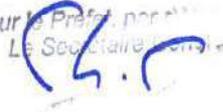
La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de La Tour-du-Pin, le président de la communauté d'agglomération Porte de l'Isère (CAPI), le maire de la commune de Villefontaine, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, la directrice départementale des territoires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble le, 25 MARS 2019

P/Le Préfet par délégation

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe PORTAL



Identification

Identifiant 38SIS01816
Nom usuel TWO CAST EUROPE
Adresse avenue de la verpillère
Lieu-dit
Département ISERE - 38
Commune principale VILLEFONTAINE - 38553
Autre(s) commune(s) VILLEFONTAINE - 38553

Caractéristiques du SIS Le site a accueilli une fonderie. Le dernier exploitant a été radié du registre du commerce et des sociétés le 5 novembre 2014.
Les sondages effectués ont mis en évidence la présence d'hydrocarbure dans les sols et de chlorure de vinyle dans les eaux souterraines.

Etat technique

Observations

Références aux inventaires

| Organisme | Base | Identifiant | Lien |
|------------------------|------------|-------------|---|
| Administration - DREAL | Base BASOL | 38.0199 | http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=38.0199 |

Sélection du SIS

Statut Consultable

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 867972.0 , 6505035.0 (Lambert 93)
Superficie totale 48349 m²
Perimètre total 926 m

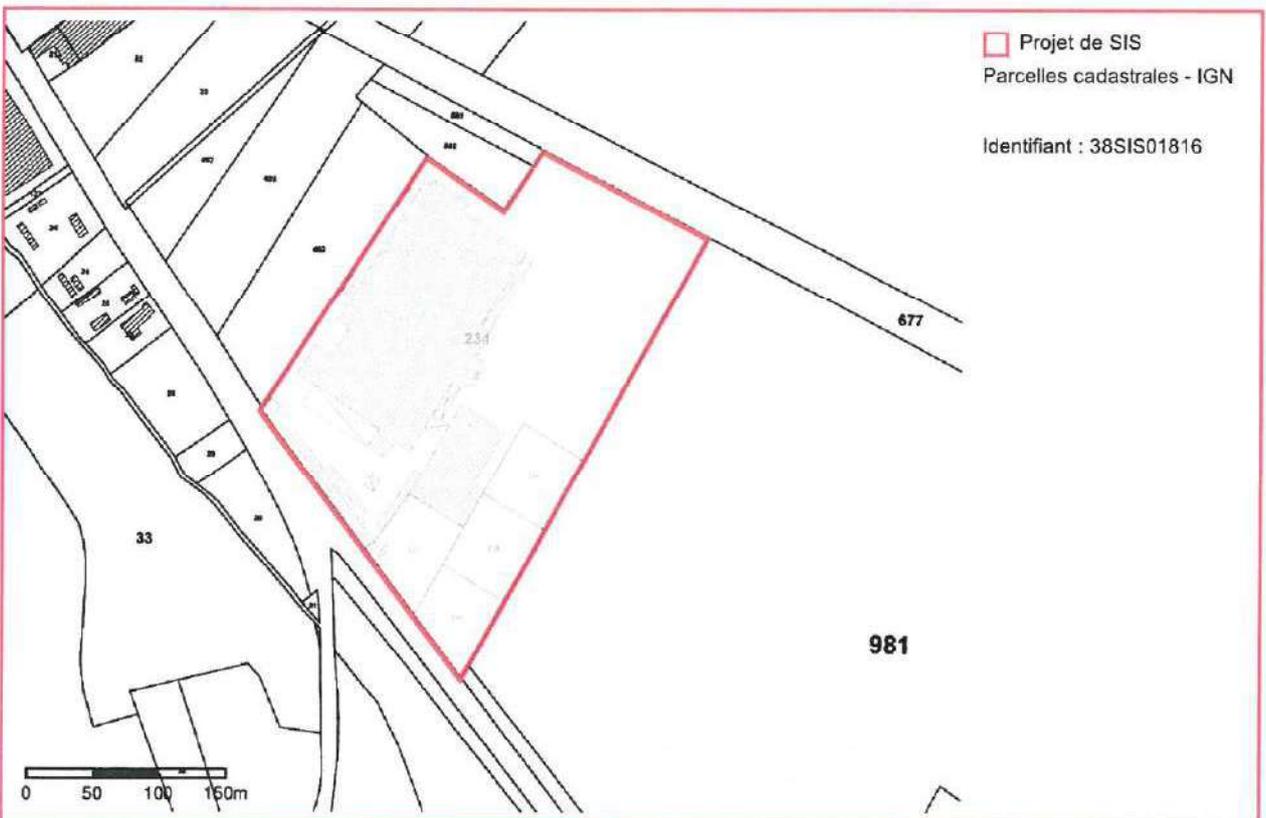
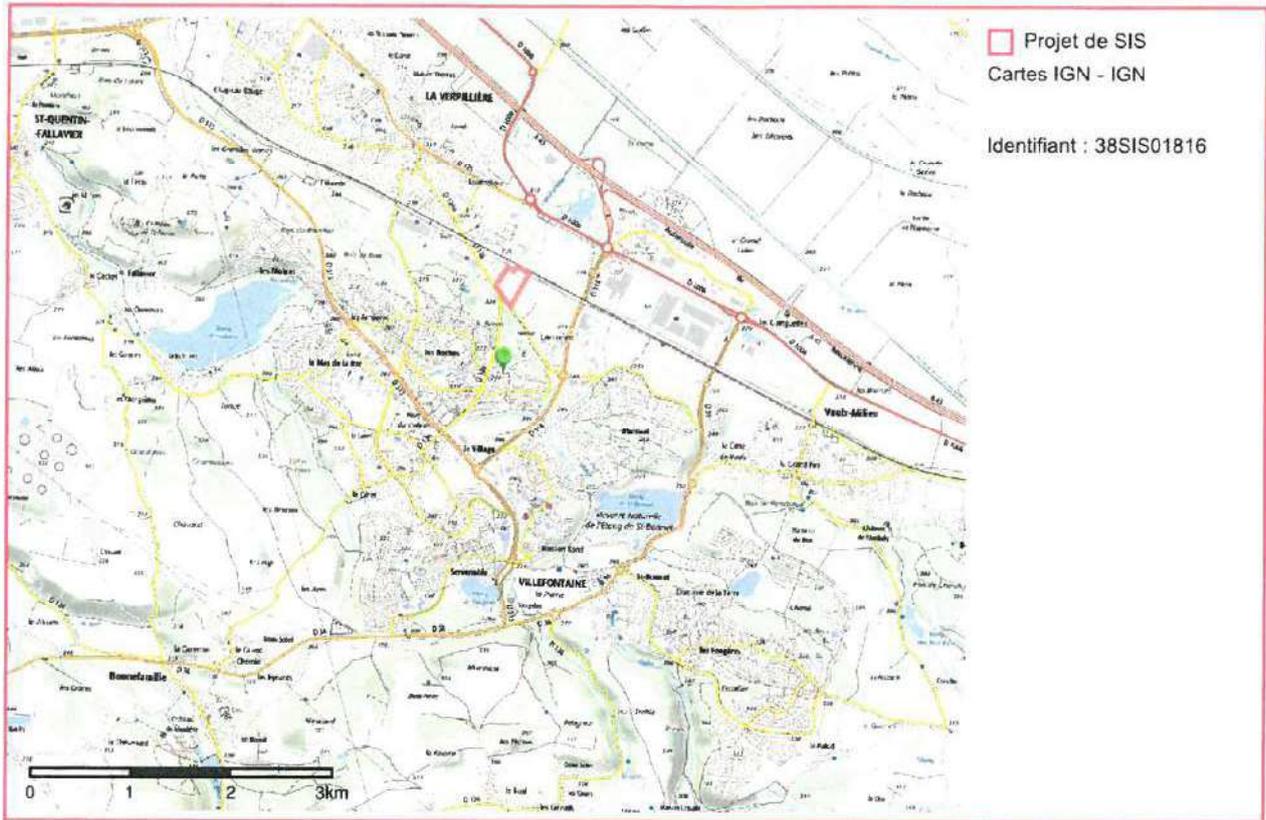
Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

| Commune | Section | Parcelle | Date génération |
|---------------|---------|----------|-----------------|
| VILLEFONTAINE | 0A | 235 | 12/07/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 236 | 12/07/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 237 | 12/07/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 238 | 12/07/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 234 | 12/07/2017 |

Documents

Cartographie





Identification

| | |
|-------------------------|--|
| Identifiant | 38SIS06014 |
| Nom usuel | Carrière du Lémand |
| Adresse | avenue du Lémand |
| Lieu-dit | |
| Département | ISERE - 38 |
| Commune principale | VILLEFONTAINE - 38553 |
| Caractéristiques du SIS | Par Arrêté préfectoral du 19 juillet 1973 et 14 juin 1984 les carrières " LEMAND" et "Le COUVENT" ont été autorisées sur ce site. Des sables de fonderie de la société des Fonderies de l'Isère ont servi au comblement des carrières jusqu'en 1994. Ces sables de fonderies, analysés en 1999, contiennent du phénol. L'eau souterraine a été analysée et n'est pas contaminée par cette substance. La carrière a été ré-aménagée pour un usage industriel. |
| Etat technique | |
| Observations | |

Références aux inventaires

| Organisme | Base | Identifiant | Lien |
|------------------------|------------|-------------|---|
| Administration - DREAL | Base BASOL | 38.0017 | http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=38.0017 |

Sélection du SIS

| | |
|-------------------------------|-------------|
| Statut | Consultable |
| Critère de sélection | |
| Commentaires sur la sélection | |

Caractéristiques géométriques générales

| | |
|--------------------------|-----------------------------------|
| Coordonnées du centroïde | 868203.0 , 6504880.0 (Lambert 93) |
| Superficie totale | 183502 m ² |
| Perimètre total | 1758 m |

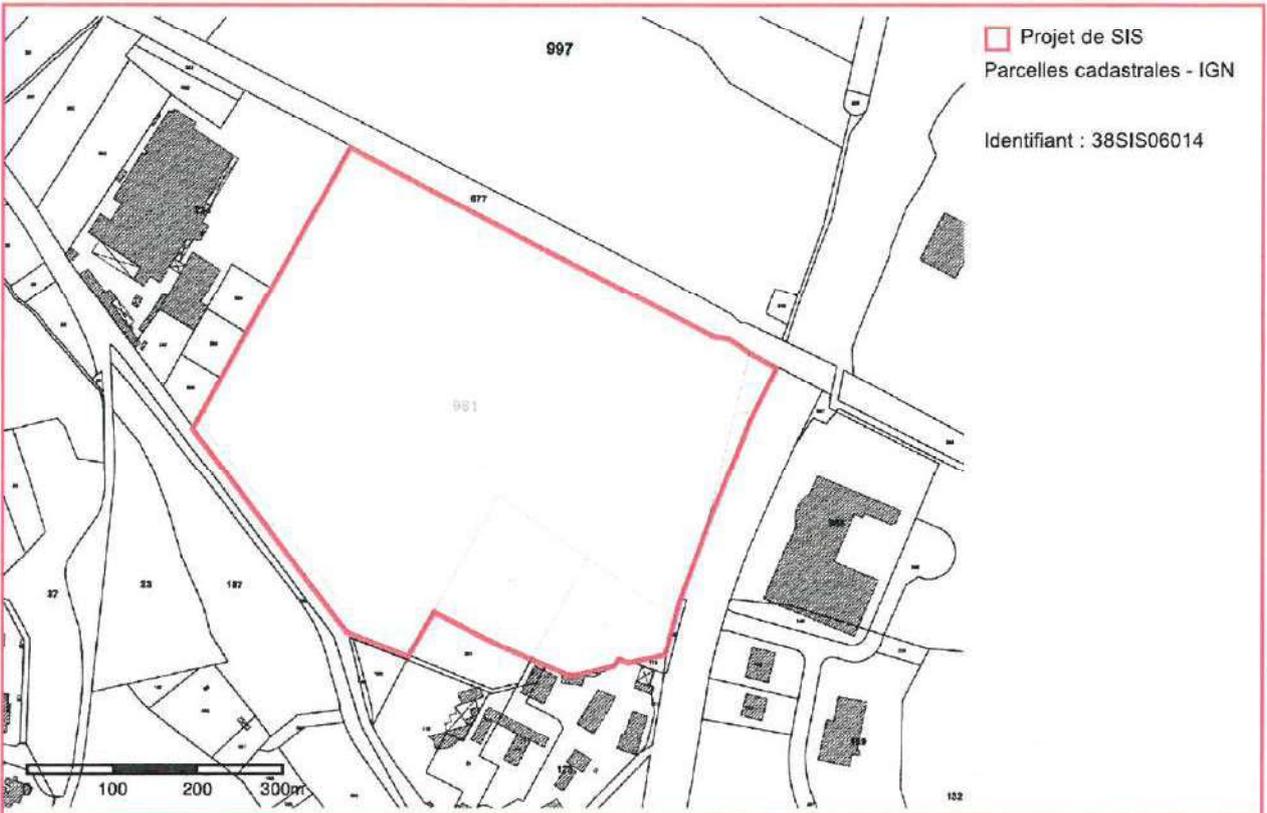
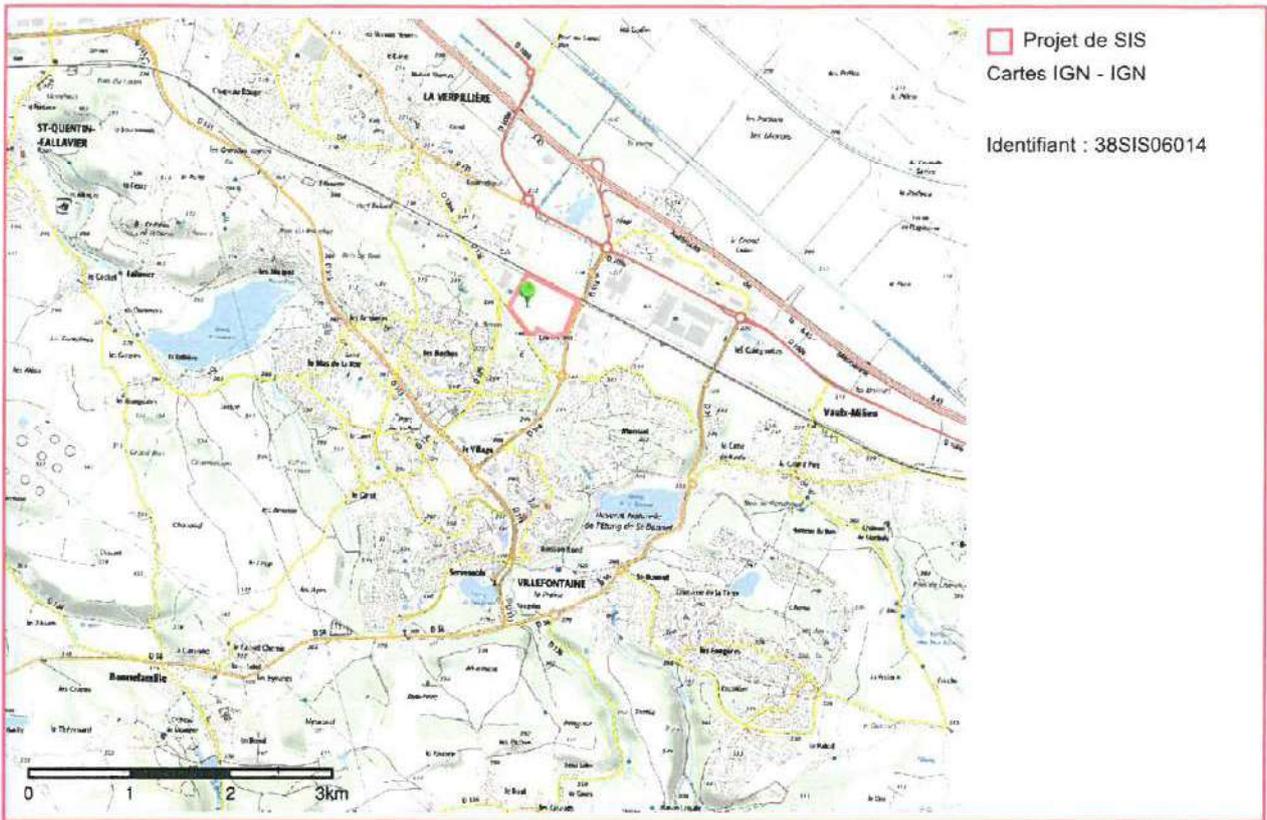
Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

| Commune | Section | Parcelle | Date génération |
|---------------|---------|----------|-----------------|
| VILLEFONTAINE | 0A | 818 | 25/09/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 901 | 25/09/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 977 | 25/09/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 978 | 25/09/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 980 | 25/09/2017 |
| VILLEFONTAINE | 0A | 981 | 25/09/2017 |

Documents

Cartographie





Fiche synthétique sur l'état des risques naturels, miniers et technologiques majeurs

(établie en application des articles L. 125-5, L. 125-6 et L. 125-7 du Code de l'environnement relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers)

Commune : VILLEFONTAINE

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 038-2019-06-21-044 du 21 juin 2019

1. Risques naturels

1- a / Plan(s) de Prévention des Risques Naturels (PPRN) *

► **Inondation** : Aucun Prescrit Appliqué par anticipation Approuvé En date du 14/01/2008

Prescription de travaux dans le PPR oui non

Documents permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte :

- Carte du zonage réglementaire du PPR inondation Bourbre moyenne

-
En cas de PPR approuvé, liste des documents auxquels il est possible de se référer : note de présentation et règlement du PPR

► **Multirisques** : Aucun Prescrit Appliqué par anticipation Approuvé En date du

Prescription de travaux dans le PPR oui non

Documents permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte :

-
En cas de PPR approuvé, liste des documents auxquels il est possible de se référer : note de présentation et règlement du PPR

► **R111-3 (valant PPR)** : Aucun Approuvé En date du

Documents permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte :

-

Les risques naturels suivants sont recensés dans le(s) PPR :

| | | Nature du risque | Caractérisation du risque | Codification PPR |
|---------------------------|-------------------------------------|--|---|------------------|
| Zone Inondable | <input checked="" type="checkbox"/> | Inondation de plaine Remontée de nappe | Hauteur pouvant être importante, vitesse généralement lente Affleurement sur sol saturé d'eau | I ou i |
| | <input checked="" type="checkbox"/> | Crue des fleuves et rivières Crue rapide des rivières | Vitesse généralement plus élevée qu'en inondation de plaine | C ou c |
| | <input type="checkbox"/> | Zone marécageuse | Zone humide présentant une végétation caractéristique | M ou m |
| | <input type="checkbox"/> | Inondation en pied de versant | Accumulation et stagnation dans une zone fermée par un obstacle (route, voie ferrée) | I' ou i' |
| | <input type="checkbox"/> | Crue des torrents et ruisseaux torrentiels | Augmentation brutale du débit d'un cours d'eau avec transport de matériaux solides | T ou t |
| | <input type="checkbox"/> | Ruissellement sur versant | Divagation des eaux météoriques en dehors du réseau hydrographique | V ou v |
| Mouvement de terrains | <input type="checkbox"/> | Glissement de terrain Solifluxion Coulée boueuse | Mouvement d'une masse de terrain le long d'une surface de rupture Mouvement de matériaux sur pente faible Transport de matériaux plus ou moins fluides | G ou g |
| | <input type="checkbox"/> | Chute de pierres et blocs | Chute d'éléments rocheux | P ou p |
| | <input type="checkbox"/> | Effondrement - Suffosion | Évolution de cavités souterraines avec des manifestations en surface - Tassement superficiel des terrains meubles provoqué par des circulations d'eaux souterraines | F ou f |
| Avalanche | <input type="checkbox"/> | Avalanche | Écoulement de neige lourde ou poudreuse après rupture du manteau neigeux | A ou a |

1- b / Zonage réglementaire sur la prise en compte de la sismicité

| | | Nature du risque | Caractérisation du risque |
|------------|-------------------------------------|------------------|---|
| Séisme | <input checked="" type="checkbox"/> | Séisme | Vibrations du sol cartographiées en 5 niveaux d'intensité (nouvelle réglementation en vertu des décrets 2010-1254 et 2010-1255 du 22 oct 2010) <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/> 2 <input checked="" type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/> 4 <input type="checkbox"/> 5 |

* toutes les pièces composant le(s) dossier(s) de PPR sont consultables en Mairie ou en Préfecture

1- c / Prise en compte du risque radon

| | | | |
|---|-------------------------------------|-------------------------|--|
|  Radon | <input checked="" type="checkbox"/> | Nature du risque | Caractérisation du risque |
| | | Zone à potentiel radon | Classement de la commune en zone à potentiel radon <input type="checkbox"/> ₁ <input checked="" type="checkbox"/> ₂ <input type="checkbox"/> ₃ |

2. Risques miniers

Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM)*

Aucun Prescrit Appliqué par anticipation Approuvé En date du

| | | | |
|--|--------------------------|-------------------------|--|
|  Cavités souterraines | <input type="checkbox"/> | Nature du risque | Caractérisation du risque |
| | | Mouvement de terrain | Effondrement généralisé (Eg ou eg) ou localisé (El ou el) - Tassement (T ou t) - Glissement (G ou g) |
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | Autres | <input type="checkbox"/> Inondation (I ou i) <input type="checkbox"/> Émanation de gaz de mine (Z ou z) <input type="checkbox"/> Échauffement (H ou h) |

Prescription de travaux dans le PPR oui non

Documents permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte :

-
-

En cas de PPR approuvé, liste des documents auxquels il est possible de se référer : note de présentation et règlement du PPR

3. Risques technologiques

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) *

Aucun

| | Nom du PPRT | Situation | | Date | Effet thermique | Effet surpression | Effet toxique | Prescription de travaux |
|--|------------------------|--------------------------|-------------------------------------|------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|
| | | prescrit | approuvé | | | | | |
|  Risques technologiques | Total Raffinage France | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | 19/12/2017 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les risques technologiques pris en compte sont liés à : effet thermique effet surpression effet toxique

Documents permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte consultables sur :

<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/isere-38-r4255.html>

En cas de PPR approuvé, liste des documents auxquels il est possible de se référer : note de présentation et règlement du PPR

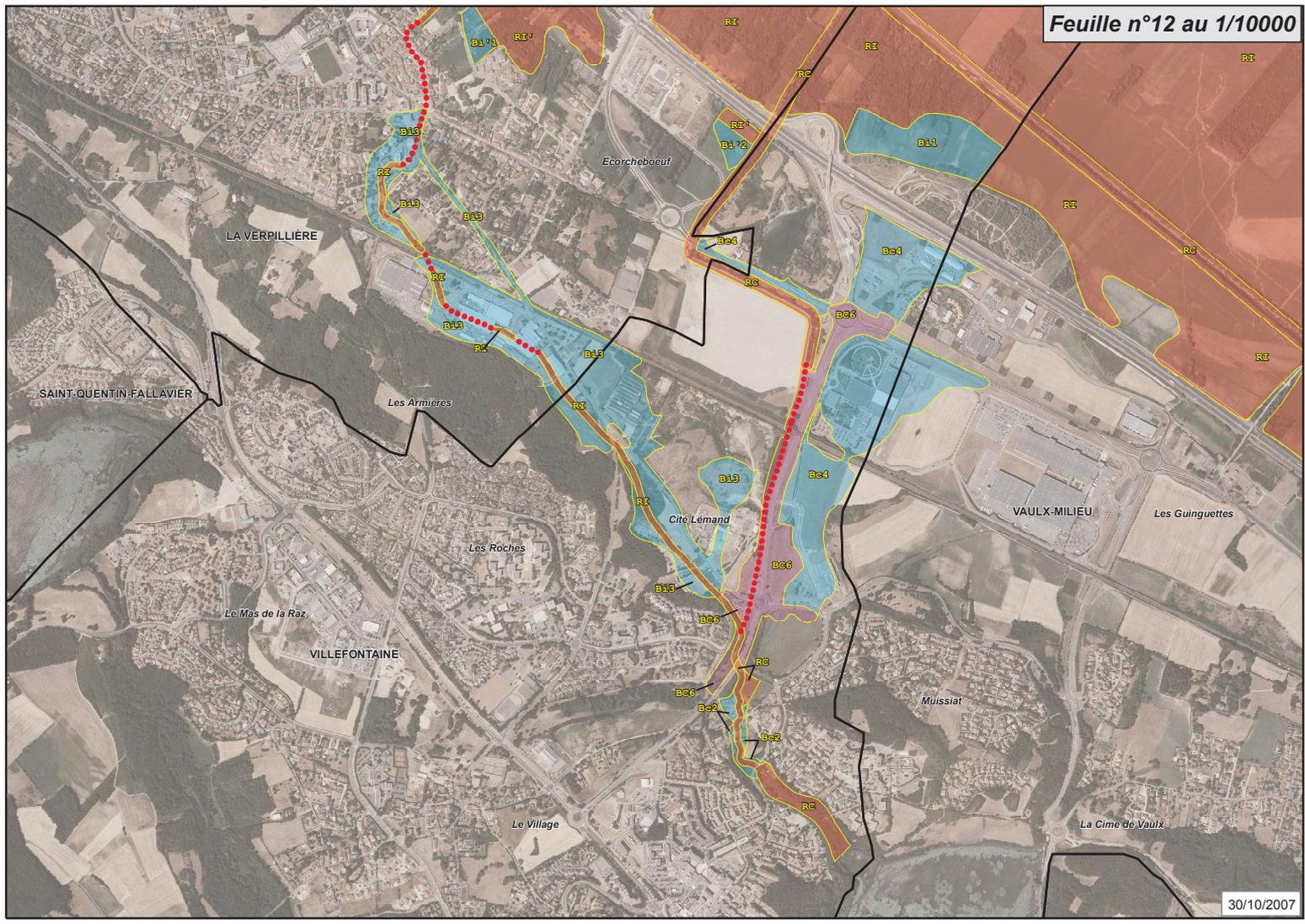
4. Pollution des sols

| | |
|---|---|
|  SIS | Caractérisation du risque |
| | La commune comprend un ou plusieurs secteurs d'information sur les sols (SIS) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |

Documents permettant la localisation des immeubles au regard des risques pris en compte consultables sur :
<http://www.isere.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Secteurs-d-information-sur-les-sols-SIS-et-servitude-d-utilite-publique-SUP/Arretes-prefectoraux-SIS>

5. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

La liste détaillée des arrêtés est consultable sur le site portail : <http://www.georisques.gouv.fr/>



Le Bergeron

FRONTONAS

Campanos

SAINT-QUENTIN-FALLAVIER

Les Maisons Neuves

LA VERPILLIÈRE

Le Darnet

Maison Thomas

VILLEFONTAINE

VAULX-MILIEU

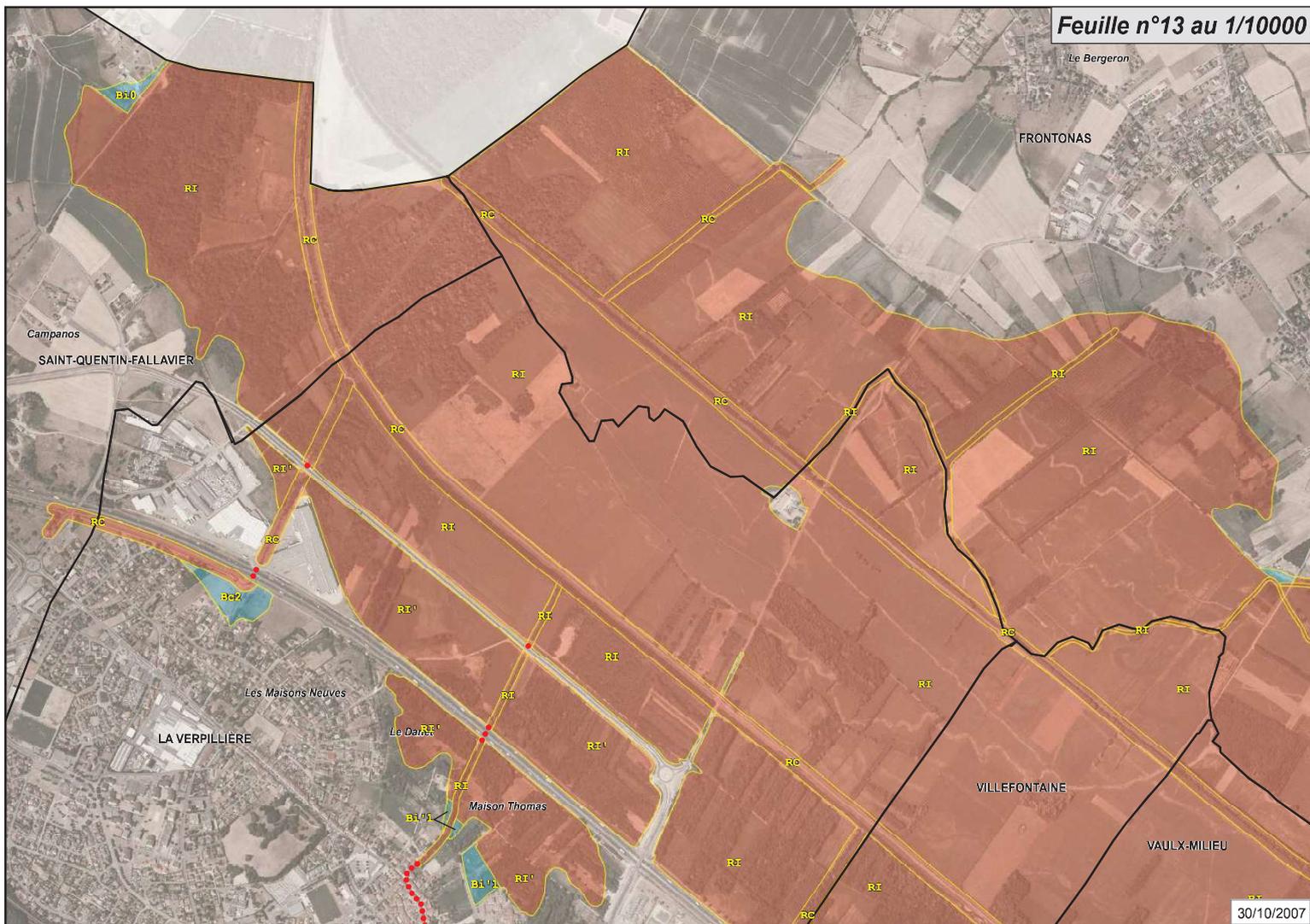
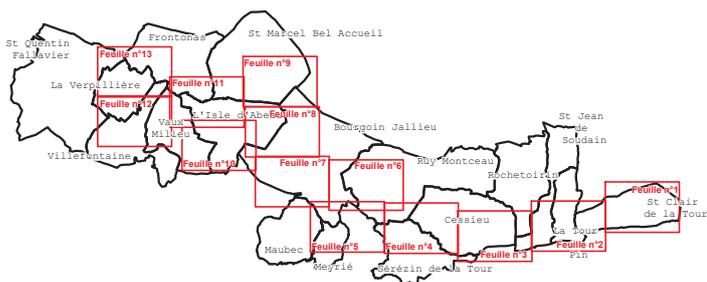


SCHÉMA D'ASSEMBLAGE DE L'ATLAS DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE DU RISQUE



Découpage au 1/10000
 Limite communale

Echelle : 1/200000



PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES D'INONDATION BOURBRE MOYENNE

ATLAS DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE DU RISQUE

Légende :

Niveau de contraintes *

- R** Zones d'interdictions
- B** Zones de projet possible sous maîtrise collective
- B** Zones de contraintes faibles
- Zones sans contrainte spécifique

Nature du risque **

- I, i : inondation de plaine
- C, c : crues rapides des rivières
- I', i' : inondation en pied de versant

Chaque zone est référencée par deux indices alphabétiques au moins :

* le premier correspond au niveau de contraintes à appliquer.

** le second à la nature du risque (caractère en minuscule pour les zones de faibles contraintes caractère en majuscule pour les autres cas), éventuellement complété par un indice numérique.

Limite communale

ORTHOPHOTOGRAPHIE © IGN 2003

Réalisation : ALP'GEORISQUES

Etabli le : 30/10/2007

Edition : ALP'GEORISQUES

Modifié le :

Echelle : 1/10000



PRÉFET DE L'ISÈRE

Vu pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour.

Grenoble, le 19 DEC. 2017


Lionel BEFFRE

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES
TECHNOLOGIQUES (PPRT) DE L'ÉTABLISSEMENT

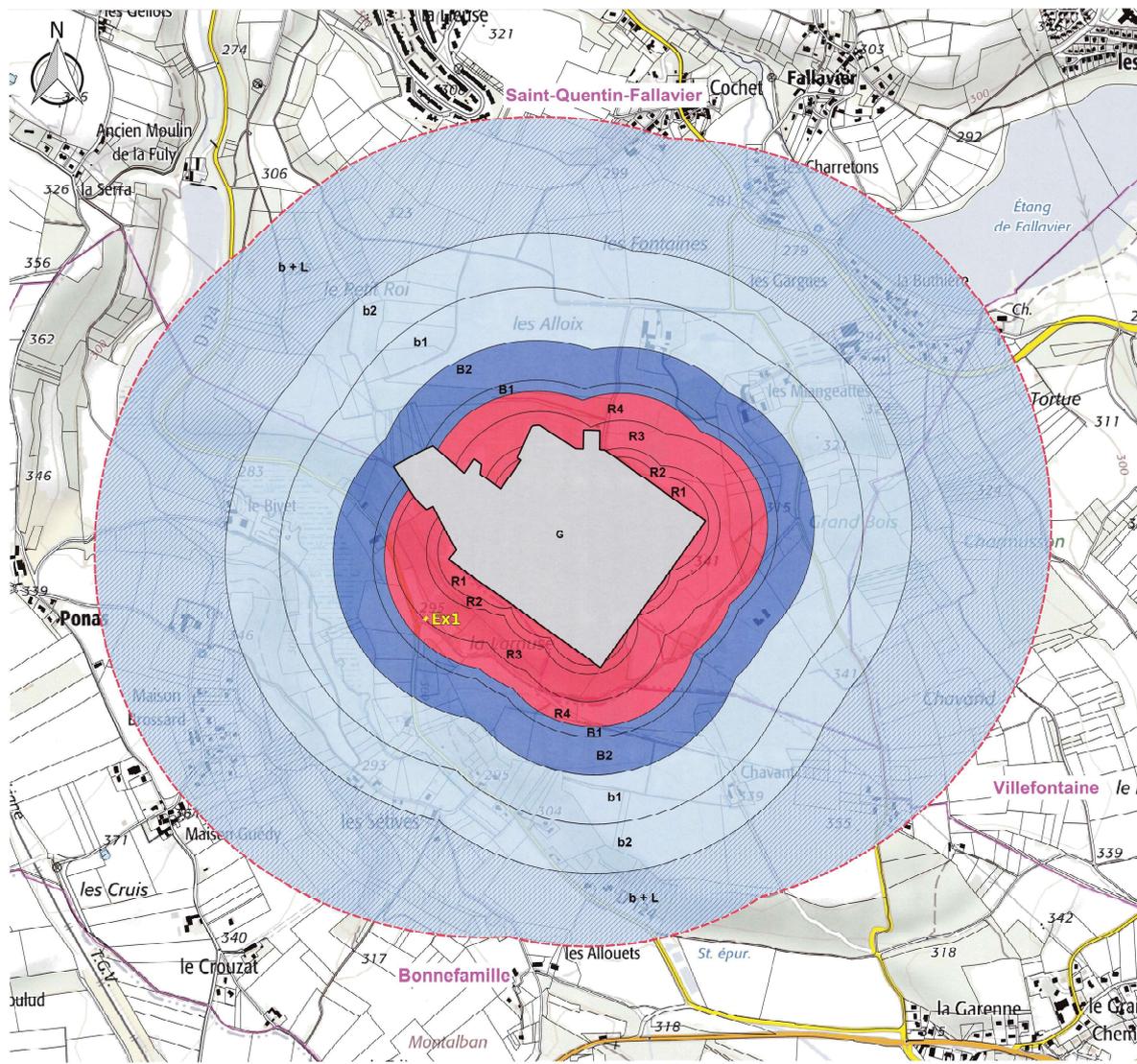
TOTAL RAFFINAGE FRANCE

COMMUNE DE
**SAINT-QUENTIN-FALLAVIER, BONNEFAMILLE et
VILLEFONTAINE**

DOSSIER D'APPROBATION

Décembre 2017

A – Plan de zonage réglementaire



Vu pour être annexé à mon arrêté en date du 06 Juin 2017.
Georges LAFITE
Maire de Saint-Quentin-Fallavier

**Plan de prévention des
risques technologiques de l'établissement :
TOTAL RAFFINAGE FRANCE**

Sur les communes de :
Saint-Quentin-Fallavier, Villefontaine, Bonnefamille

**Dossier d'approbation
- Décembre 2017 -**

ZONAGE REGLEMENTAIRE

Légende

| | |
|--|---------------------------------|
| G : zone oratoire | Ex : secteur d'exploitation |
| R : zone d'autorisation stricte | B : zone d'autorisation limitée |
| b1, b2 : zone d'autorisation sous conditions (coûteuse toute unipennement) | b+L : limite communale |
| R1, R2, R3, R4 : limite commune | b1, b2 : limite commune |
| R1, R2, R3, R4 : limite commune | b1, b2 : limite commune |
| R1, R2, R3, R4 : limite commune | b1, b2 : limite commune |

Zone exposée à des effets de catastrophe technologique :

- R1, R2, R3, R4 : limite commune
- b1, b2 : limite commune

50 0 50 100 m

1:000
Source des données :
Mairie de Saint-Quentin-Fallavier, Villefontaine, Bonnefamille

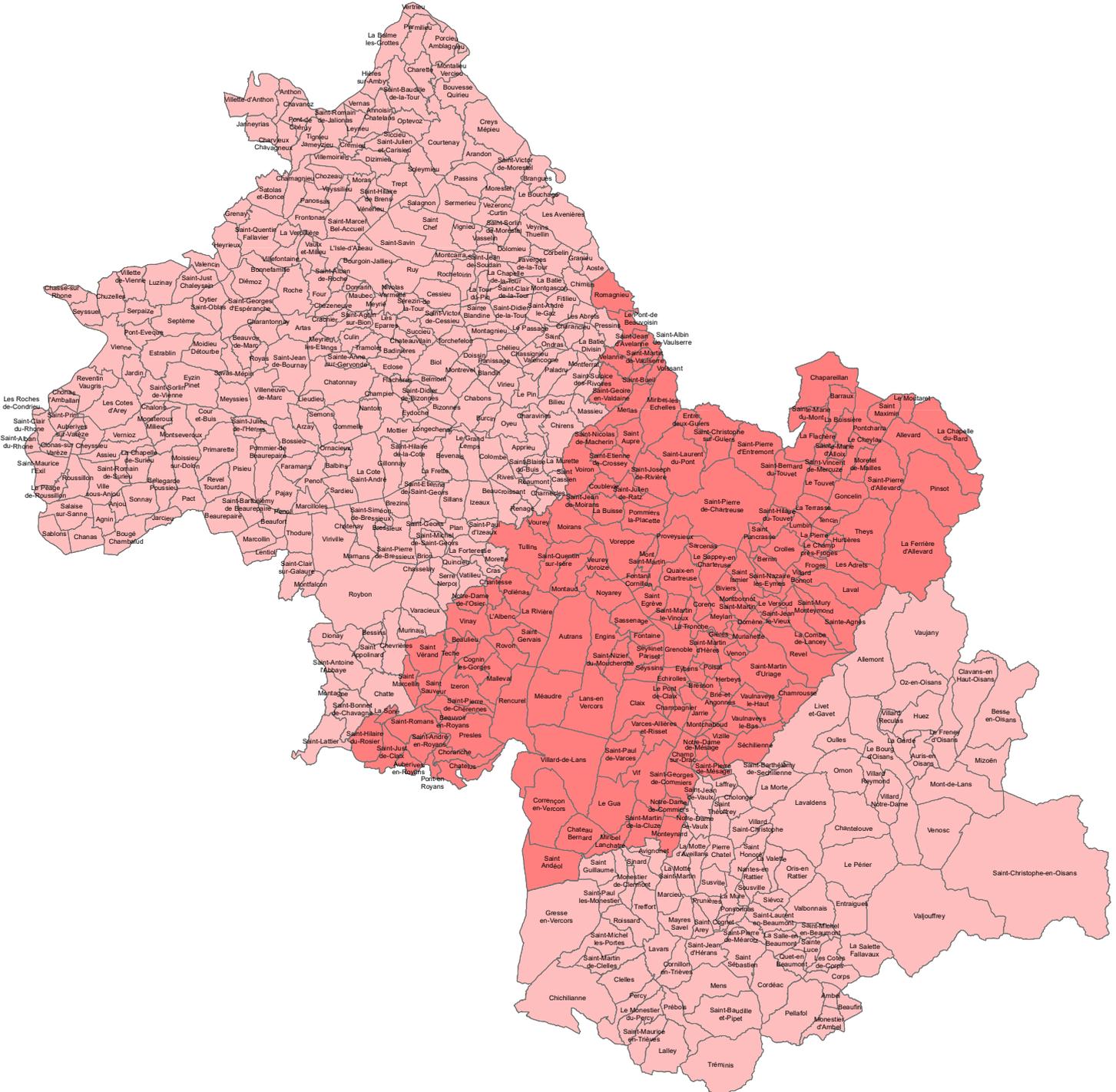


PRÉFET DE L'ISÈRE

Département de l'Isère

Délimitation des zones de sismicité

Prévention du risque sismique pour les bâtiments, équipements et installations de la classe dite "à risque normal"
Décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010

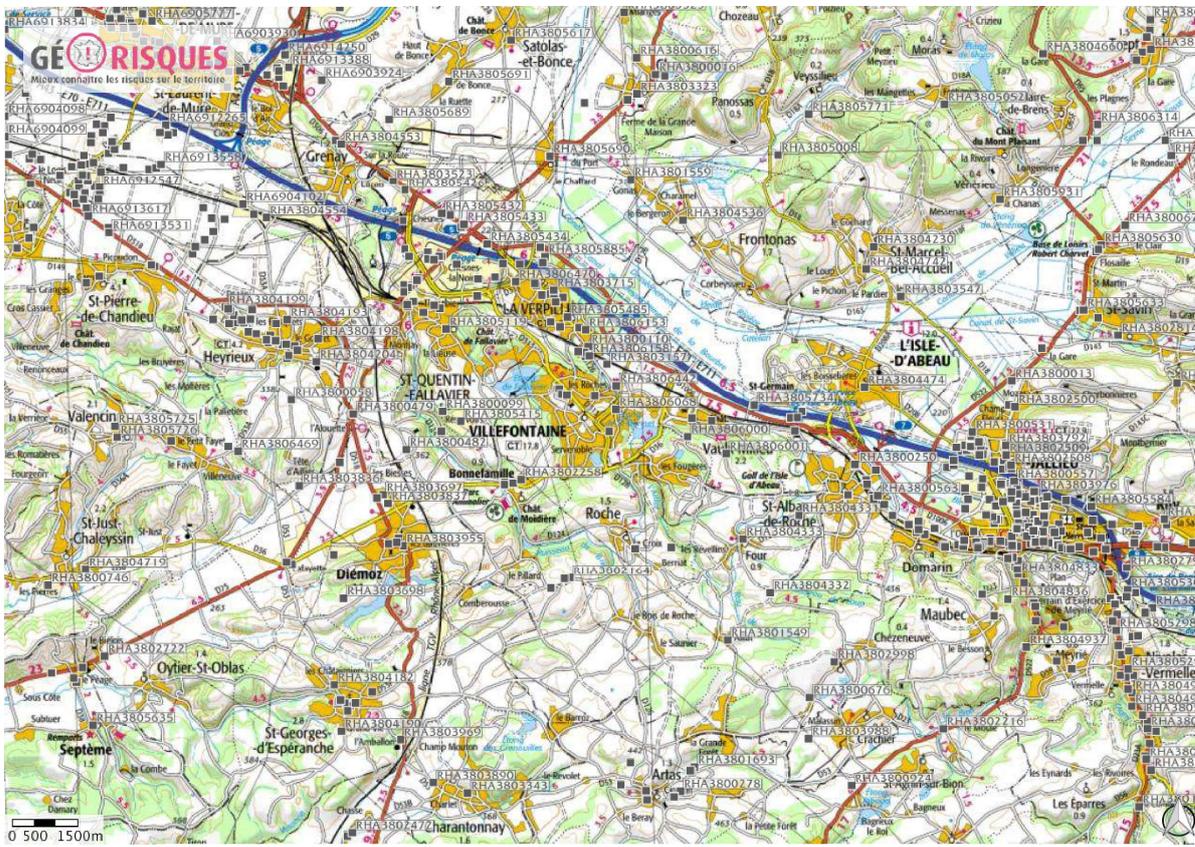


 Zone de sismicité 3 (modérée)

 Zone de sismicité 4 (moyenne)



Direction Départementale des Territoires/SG/SIGc
©IGN-BdTopo 2009
protocole MEEDDAT-MAP-IGN
du 24 juillet 2007
27/10/2010



1 : 250 000

© IGN, © TELEATLAS, © BRGM



Anciens sites industriels et activités de service

- Sites Basias (XY du centre du

Anciens sites industriels et activités de service - Adresse

- Sites Basias (XY de l'adresse c

Document comportant l'indication des zones de Bruit définies par un Plan d'Exposition aux Bruit des Aéroports

en application de l'article 94 de la LOI n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement ; suivant l'article L. 112-11 du code de l'urbanisme et l'article L. 271-4 du code de la construction et de l'habitation.

« Etat des nuisances sonores aériennes » affectant un bien immobilier faisant l'objet d'une transaction ou d'une location est établi suivant le relevé documentaire d'un plan d'exposition au bruit pour un aéroport concerné

Suivant les informations publiques issues du site de la préfecture, de la DGAC, du DSAC Sud, du SIA

Informations sur le bien immobilier

2. Adresse, code postal et commune

PLACE BASCH

Code postal
Commune

38090 VILLEFONTAINE

Coordonnées RGF93 du bien concerné :

Non communiquées

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

> Présence d'un (ou des) aéroport(s) référencé(s) ayant un impact sur la commune où se situe le bien (a) Oui Non X

> (a) Si Non, Situation informative du bien dans une zone de bruit définie par un plan d'exposition au bruit : Non concerné X

(a) Si Oui,

> nom de l'aéroport :

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

Mise à disposition des informations sur le site de la préfecture concernée Oui Non

N° arrêté du : Mise à jour le :

Un Plan d'Exposition au Bruit a été réalisé pour l'aéroport concerné (1) Oui Non

Révisé : Approuvé : Date :

> nom de l'aéroport :

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

Mise à disposition des informations sur le site de la préfecture concernée Oui Non

N° arrêté du : Mise à jour le :

Un Plan d'Exposition au Bruit a été réalisé pour l'aéroport concerné (1) Oui Non

Révisé : Approuvé : Date :

> nom de l'aéroport :

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

Mise à disposition des informations sur le site de la préfecture concernée Oui Non

N° du : Mise à jour le :

Un Plan d'Exposition au Bruit a été réalisé pour l'aéroport concerné (1) Oui Non

Révisé : Approuvé : Date :

> L'immeuble est situé dans le périmètre d'un Plan D'Exposition au Bruit d'un aéroport (2) Oui Non

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> (2) Si oui, L'immeuble se situe dans une zone d'exposition au bruit d'un plan d'exposition au bruit d'un aéroport définie comme :

Zone A

Zone B

Zone C

Zone D

Forte

Forte

Modérée

celles-ci sont différenciées par le degré de nuisance : voir Annexe1 ;

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

- le Plan d'Exposition au Bruit peut être consulté à la mairie de la commune où est sis l'immeuble
- Documents de référence joints au présent état permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte :

Adresse du service d'information en ligne permettant de consulter le plan d'exposition au bruit :

<http://www.haute-aronne.gouv.fr/index.php/Politiques-publiques/Environnement-eau-risques-naturels-et-technologiques/Cadre-de-vie/Bruit/Cartes-de-bruit-et-Plan-de-prevention-du-bruit-dans-l-environnement> ;

ou <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb>

ou, http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr/cartelie/voir.do?carte=PEB_Metropole_I&service=DGAC

ou <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F35266>

Selon le cas, dans le cadre d'une construction ou d'une extension du bien immobilier : selon les textes réglementaires en vigueur, les normes et DTU, les aménagements constructifs ont été ou seront obligatoirement mis en œuvre.

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation

(3) Oui Non

(3) Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés

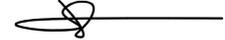
Oui Non

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

6. Nom du vendeur / bailleur

SCI URBANIA

Visa :



rayez la mention inutile

7. Nom de l'acquéreur / locataire

Visa :

rayez la mention inutile

L'acquéreur ou le locataire ne peut se prévaloir à l'encontre du vendeur ou du bailleur des informations contenues dans ce document qui n'a qu'une valeur indicative

8. Lieu et Date

Fait à : TOULOUSE , le : 01/06/2022

Annexe1 : définition des zones d'exposition au Bruit suivant le Code de l'urbanisme - Article R112-3

- La zone de bruit fort A est la zone comprise à l'intérieur de la courbe d'indice Lden 70.
 - La zone de bruit fort B est la zone comprise entre la courbe d'indice Lden 70 et la courbe d'indice Lden 62. Toutefois, pour les aéroports mis en service avant le 28 avril 2002, la valeur de l'indice servant à la délimitation de la limite extérieure de la zone B est comprise entre 65 et 62.
 - La zone de bruit modéré C'est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone B et la courbe correspondant à une valeur de l'indice Lden choisie entre 57 et 55. Pour les aéroports mentionnés à l'article R. 112-2, la zone de bruit modéré C'est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone B et la courbe correspondant à une valeur de l'indice Lden choisie entre 57 et 52.
 - La zone D est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50.
- Cette zone n'est obligatoire que pour les aéroports mentionnés au I de l'article 1609 quater viciés A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L.112-9 du code de l'urbanisme pour les aéroports dont le nombre de créneaux horaires attribuables fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).
- Pour les aéroports militaires figurant sur une liste fixée par arrêté du ministre de la défense, les dispositions de l'article R. 112-2 ne s'appliquent pas. Pour ces aéroports, la zone de bruit fort B est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone A et la courbe correspondant à une valeur de l'indice Lden choisie entre 68 et 62. La zone de bruit modéré C'est la zone comprise entre la limite extérieure de la zone B et la courbe correspondant à une valeur de l'indice Lden choisie entre 64 et 55.

Nota : L_{den} « Level day evening » est la valeur de l'indice de bruit des avions en chaque point de l'environnement d'un aéroport, exprimée en décibels (dB). Cet indice acoustique informe sur la perception du bruit en fonction de l'heure du jour ou de la nuit.

Nota : chacune des parties peuvent consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs.

Le présent Etat des Risques Bruit Aéroport fait uniquement référence à des renseignements connus à ce jour. Le PEB dans son contenu et ses effets est prévu dans la partie législative du code de l'urbanisme, dans un chapitre consacré aux servitudes d'urbanisme.

Information des acquéreurs et des locataires**Immeubles bâtis à usage d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation et des immeubles non bâtis constructibles situés dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit****Rappel de la réglementation applicable**

Les dispositions de l'article L. 112-11 du code de l'urbanisme applicables à compter du 1er juin 2020 sont les suivantes :

« I. - Lorsque des immeubles bâtis à usage d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation et des immeubles non bâtis constructibles situés dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit font l'objet de location ou de vente, un document informant de cette situation est communiqué au futur acquéreur ou locataire dans les conditions prévues au II.

Ce document comporte :

1° L'indication claire et précise de cette zone ;

2° L'adresse du service d'information en ligne permettant de consulter le plan d'exposition au bruit ;

3° La mention de la possibilité de consulter le plan d'exposition au bruit à la mairie de la commune où est sis l'immeuble.

Les locations mentionnées au premier alinéa du présent I sont celles soumises à la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

II. - Ce document est :

1° Intégré au dossier de diagnostic technique annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti ;

2° Annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

III. - L'acquéreur ou le locataire ne peut se prévaloir à l'encontre du vendeur ou du bailleur des informations contenues dans ce document qui n'a qu'une valeur indicative.

En cas de manquement à l'obligation prévue au II, l'acquéreur peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix. »

Quelles sont les personnes concernées ?

L'article L. 112-11 du code de l'urbanisme prévoit la communication d'un document informant le futur acquéreur ou locataire d'immeubles bâtis à usage d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation et des immeubles non bâtis constructibles situés dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

Le document d'information sur l'état des nuisances sonores aériennes, dit « état des nuisances sonores aériennes », est obligatoire depuis le 1er juin 2020 lors de toute transaction immobilière, en annexe de tout contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'immeubles bâtis à usage d'habitation ou à usage mixte professionnel et d'habitation et des immeubles non bâtis constructibles situés dans l'une des zones de bruit définies par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.

Quels sont les documents de référence et où les consulter ?

Le plan d'exposition au bruit est approuvé par arrêté préfectoral ou inter préfectoral (s'il est situé sur plusieurs départements). Ce plan d'exposition est composé d'un plan à l'échelle du 1/25 000 et d'un rapport de présentation. L'intégralité de ces documents sont consultables sur les sites Internet des préfetures des départements concernés et à la mairie de la commune où est situé l'immeuble.

Le plan d'exposition au bruit est également consultable sur le site Géoportail de l'institut national de l'information géographique et forestière (I.G.N.) :

<https://www.geoportail.gouv.fr/>

Qui établit l'« état des nuisances sonores aériennes » ?

L'« état des nuisances sonores aériennes » est établi directement par le vendeur ou par le bailleur.

Quelles informations doivent figurer sur l'« état des nuisances sonores aériennes » ?

L'« état des nuisances sonores aériennes » comporte :

-l'adresse de l'immeuble ;

-l'indication claire et précise de la zone du plan d'exposition au bruit de l'aéroport concerné dans laquelle est situé le bien ;

-l'adresse du service d'information en ligne permettant de consulter ce plan d'exposition au bruit (à savoir le site Géoportail) ;

-la mention de la possibilité de consulter ce plan d'exposition au bruit à la mairie de la commune où est sis l'immeuble.

Comment remplir l'« état des nuisances sonores aériennes » ?

Il convient de déterminer si le bien est situé dans une zone d'un plan d'exposition au bruit et préciser dans quelle zone il se trouve. Si le bien se situe sur deux zones, il convient de retenir la zone de bruit la plus importante.

Il convient de reporter, dans ce document, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral ou interpréfectoral approuvant le plan d'exposition au bruit dans lequel le bien est situé (sur la base des informations cartographiques, et en particulier la zone exacte du plan dans laquelle il est situé), ainsi que les informations propres à l'immeuble en termes de respect des normes acoustiques en vigueur pour l'insonorisation.

Faut-il conserver une copie de l'« état des nuisances sonores aériennes » ?

L'« état des nuisances sonores aériennes » doit être intégré au dossier diagnostic technique qui est annexé à la promesse de vente, à l'acte authentique de vente ou au contrat de location. Il est également annexé directement à l'acte authentique de vente ou au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'« état des nuisances sonores aériennes », daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail.



Plan d'Exposition au Bruit (PEB) / France métropole

Gestionnaires

Carte 1/25 000
Vue aérienne

Localisation administrative

Localisation à l'adresse

Rue, Avenue, Hameau... :
Code postal et/ou localité : 38090 VILFONTAINE
Rechercher Effacer les résultats

1 proposition
Cliquez sur une proposition pour la situer
38090 VILFONTAINE

Recherches

Choix de l'échelle

Carte

Informations générales

Conception : DGAC
Date de validité : 22/04/2020 12:07
© IGN-Scans@-Orthophoto@-GeoFLA@-BdParcellaire@
Plan d'Exposition au Bruit des aéroports en Métropole.

Légende

- Zone A
- Zone B
- Zone C
- Zone D
- Aéroports avec PEB
- Noms des communes
- Frontière internationale
- Limite côtière
- Limite de région
- Limite de département
- Limite d'arrondissement

Déclaration de sinistres indemnisés

en application du IV de l'article L 125-5 du Code l'environnement

Adresse de l'immeuble :
PLACE BASCH

Commune : VILLEFONTAINE

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe

Je soussigné SCI URBANIA
sis 18 Boulevard Lazare Carnot, BP 28538, 31685 TOULOUSE CEDEX 6

Atteste que le bien immobilier

a subi ⁽¹⁾

n'a pas subi ⁽¹⁾

un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnisation au titre des effets d'une catastrophe naturelle ou technologique, reconnue comme telle par un arrêté interministériel, ou dans le cadre de la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique par arrêté préfectoral concernant la commune depuis 1982, pendant la période où j'en ai été propriétaire (En application des dispositions des articles L.125-2 ou L.128-2 du code des assurances).

Le vendeur ou le bailleur de l'immeuble doit en informer l'acquéreur ou le locataire, indépendamment de l'existence d'un Plan de Prévention des Risques ou du zonage sismique.

| Arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe au profit de la commune ⁽²⁾ | Date Publication ⁽³⁾ | | Indemnisation : OUI/NON ⁽⁴⁾ |
|--|---------------------------------|------------------|--|
| | Arrêté | Journal Officiel | |
| Nature du risque aux périodes indiquées | / / | / / | |
| | / / | / / | |
| | / / | / / | |

(1) cochez la case correspond au cas et rayer la mention inutile.

(2) inscrivez ci-dessous les références pour chacun des risques indemnisés de cet ou ces arrêté(s). Mentionner également à titre informatif, la nature des sinistres antérieurs à 1982, s'ils sont connus du vendeur ou bailleur. Préciser le type d'aléa ayant affecté le bien

- Naturel : Avalanche, Inondation, Mouvement de terrain, Sécheresse, Séisme, Tempête, etc.

- Technologique : Rupture de barrage, Transport de matière dangereuse, etc.

- Mentionner également à titre informatif, la nature des sinistres antérieurs à 1982, s'ils sont connus du vendeur ou bailleur.

(3) suivant le recensement des arrêtés relatifs à la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sur www.legifrance.gouv.fr. Date de parution de l'arrêté préfectoral au Journal Officiel de la République Française, reconnaissant que l'aléa est une catastrophe naturelle ou technologique.

(4) Préciser si, au titre de la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, le bien a reçu ; ou non ; une indemnisation par le biais du régime d'assurance catastrophe naturelle ou technologique.

Et

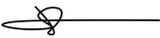
Qu'une ⁽¹⁾

Qu'aucune ⁽¹⁾

information concernant une indemnisation antérieure ne nous a été transmise par le propriétaire précédent s'il a acquis le bien après le 1er juin 2006, pour la période antérieure à la date du dernier acte authentique du bien immobilier objet du présent certificat (En application des dispositions de l'article L.125-5 du code de l'environnement),

Les renseignements peuvent également être obtenus sur demande auprès de l'assureur du bailleur ou du vendeur.

Établi le 01/06/2022 , à TOULOUSE

Nom et Visa du vendeur ou du bailleur : SCI URBANIA 

Nom et Visa de l'acquéreur ou du locataire :

Nota : chacune des parties peuvent consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs.

Ni nous en tant que propriétaire ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation ou à la diffusion, de ce document ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de cette information par un tiers. Nous n'apportons aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Les limites de validité des cartes de sensibilité aux remontées de nappes publiées sont étroitement liées à la méthodologie employée pour leur élaboration et il est recommandé de se référer aux rapports explicitant les conditions d'établissement de ces cartes. En particulier, celles-ci sont produites sur la base de l'interprétation de données ponctuelles portant sur des éléments par nature hétérogènes et ne peuvent donc prétendre représenter l'exacte réalité des choses en tout point. En conséquence et suivant les documents délivrés sur le site institutionnel www.georisques.gouv.fr, les données fournies peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. Elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration du présent Etat des Risques Naturels Miniers et Technologiques, de telle sorte que notre responsabilité en tant que propriétaire ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les contours ou les caractéristiques de certaines informations.

ÉTAT DES RISQUES RÉGLEMENTÉS POUR L'INFORMATIONS DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE SUITE À UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

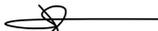
Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une
assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ?

OUI

NON

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis. La liste des arrêtés CAT-NAT pris sur la commune est fournie en annexe

Établi le 01/06/2022 , à TOULOUSE

Nom et Visa du vendeur ou du bailleur : SCI URBANIA 

Nom et Visa de l'acquéreur ou du locataire :

Nota : chacune des parties peuvent consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le site portail dédié à la prévention des risques majeurs.

Ni nous en tant que propriétaire ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation ou à la diffusion, de ce document ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de cette information par un tiers. Nous n'apportons aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Les limites de validité des cartes de sensibilité aux remontées de nappes publiées sont étroitement liées à la méthodologie employée pour leur élaboration et il est recommandé de se référer aux rapports explicitant les conditions d'établissement de ces cartes. En particulier, celles-ci sont produites sur la base de l'interprétation de données ponctuelles portant sur des éléments par nature hétérogènes et ne peuvent donc prétendre représenter l'exacte réalité des choses en tout point. En conséquence et suivant les documents délivrés sur le site institutionnel <https://errial.georisques.gouv.fr/> , les données fournies peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. Elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration du présent Etat des Risques Naturels Miniers et Technologiques, de telle sorte que notre responsabilité en tant que propriétaire ne saurait être engagée en cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les contours ou les caractéristiques de certaines informations.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 3

Inondations et/ou Coulées de Boue : 2

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|----------------------|------------|------------|------------|--------------|
| NOR19821224 | 26/11/1982 | 27/11/1982 | 27/11/1982 | 26/12/1982 |
| NOR19821118 | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 10/11/1982 | 19/11/1982 |

Tempête : 1

| Code national CATNAT | Début le | Fin le | Arrêté du | Sur le JO du |
|----------------------|------------|------------|------------|--------------|
| NOR19821118 | 06/11/1982 | 10/11/1982 | 10/11/1982 | 19/11/1982 |